

ÉGALITÉ



DES DROITS



REGARDS

Arcelor Florange

« On se retrouve avec deux adversaires : Mittal et le gouvernement. »

Page 2

PREMIER PLAN

Syrie: Armes chimiques et intervention impérialiste contre la révolution populaire

Page 3

ACTU



Procès Taser: Retour sur les méthodes

Page 4



ACTU

EPR de Flamanville: Mensonge et inconscience

Page 9

Empêtré dans sa gestion libérale de la crise, le gouvernement Ayrault ne se contente pas de faire les yeux doux au Medef, de reculer devant les provocations d'un Mittal, ou d'agiter en permanence son hochet sécuritaire, Manuel Valls. De cela, ne seront étonnés que ceux qui n'avaient pas bien lu les promesses du candidat Hollande. C'est sans doute sur les questions dites sociétales que les déconvenues seront les plus dures à avaler pour une partie de l'électorat socialiste, si le gouvernement tergiversait à soumettre au Parlement les projets de loi sur le mariage pour tous et le droit de vote pour les étrangers résidant en France.

Ces deux lois, si elles étaient votées, ne ruinerait pas le budget de l'État, elles ne coûteraient qu'un peu de courage politique. Celui qu'avait eu par exemple Robert Badinter face à une opinion publique majoritairement hostile à l'abolition de la peine de mort. Celui qu'avait eu Simone Veil, poussée par la gauche et la mobilisation du mouvement féministe, essayant au Parlement les quolibets sexistes et les menaces d'une partie des élus de son propre camp politique lorsqu'elle avait défendu la loi légalisant l'interruption volontaire de grossesse (IVG).

SUITE PAGE 2



Agenda

13 décembre, meeting contre les frais de scolarité. Avec Sébastien Farfan Salinas (Secrétaire général des étudiants de l'université de Valparaiso, Chili), Gabriel Nadau-Dubois (porte-parole du syndicat CLASSE, Québec) et des militants européens. RV à 19 h 15 à Sciences-Po, 28 rue des Saints-Pères 75007 Paris, Amphi Caquot. Organisé par l'Université alternative de Sciences-Po.

13 décembre, conférence sur le Moyen-Orient et le nucléaire, Paris. À l'initiative de l'AFPS Paris Sud. RV à 19 h 30 au cinéma la Clef, 34 rue Daubenton dans le 5^e, M^o Censier-Daubenton.

14 décembre, Les rencontres de La Brèche: Jean-Marc Rouillon, Paris. RV à 18 h 30 à La Librairie La Brèche, 27 rue Taine 75012 Paris. Après avoir écrit sur les conditions carcérales (aux éditions Agone), Jann-Marc nous livre deux derniers ouvrages inattendus aux éditions Al Dante: un livre graphique et poétique original sur sa semi-liberté ainsi qu'un travail collectif sur Georges Ibrahim Abdallah.

15 décembre, débat-concert contre la répression en soutien aux militantEs antifascistes de Charenton, Paris. Au 33, rue des Vignoles, Paris 20^e (M^o Avron ou Buzenval)
- 16 heures: débat sur la répression avec la participation du collectif antifasciste lyonnais Les Voraces.
- 20 heures: concert suivi d'un Sound anti-System. Avec Division Nada (Punk-musette, Lille) et Attack on Babylon Sound System
Entrée prix libre
Buvette et restauration

16 décembre, manifestation pour l'égalité, Paris. Pour l'égalité des droits et en faveur du droit au mariage pour tous les couples sans distinction de sexe ou de genre et de l'homoparentalité. RV à 14 heures à Bastille.

18 décembre, Journée internationale des droits des migrants, manifestation, Paris. À 18 h 30, du M^o Belleville à l'église Saint-Bernard.

19 décembre, la société Louise-Michel: La guerre d'Algérie dans le viseur du contingent. Photos d'appelés présentées et analysées par Ariane Pérez, et morceaux choisis de *Nouvelles de la zone interdite* (Babel), de Daniel Zimmermann, lus par le comédien et metteur en scène Hervé Dubourjal. RV à 19 heures à la Maison des associations du 10^e, 206 quai de Valmy à Paris, M^o Jaurès ou Louis-Blanc.

20 décembre, café-débat «S'engager pourquoi, comment?» avec Olivier Besancenot, NPA Paris 18^e. RV à 20 heures au café Les Chiffons, 90 rue Marcadet 75018 Paris (M^o Marcadet ou Jules Joffrin).

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

SUITE DE LA PAGE 1

Dans la rue pour le droit au mariage

Actuellement, le Parti socialiste détient la majorité absolue au Parlement et pourrait parfaitement proposer les deux projets de loi (mariage pour tous et droit de vote des étrangers) dès le mois de janvier. Après bien des hésitations, et un premier report, le gouvernement a finalement adopté le 7 novembre le projet de loi sur le mariage pour tous qui sera proposé au Parlement à la fin janvier. Rien de bien révolutionnaire pour une législation qu'ont déjà adoptée 12 pays dont 8 de l'Union européenne.

À peine ce projet rendu public, François Hollande, effrayé par les cris d'orfraie de la droite, opérant un premier recul en évoquant l'ajout d'une clause de «liberté de conscience des maires» qui ne voudraient pas célébrer les mariages entre personnes de même genre. Ce signal envoyé aux édiles réactionnaires était aussi celui d'une reculade du gouvernement face à la droite, l'extrême droite et l'épiscopat. Les mouvements LGBTI, soutenus par les organisations progressistes et anticapitalistes ont décidé d'une riposte à la droite réactionnaire et aux tergiversations du gouvernement, en mobilisant massivement ce 16 décembre. Ce n'est qu'une première étape dans la construction d'un rapport de forces. Celle-ci est importante, salutaire, mais doit sans attendre envisager de nouvelles initiatives dès le début de l'année. Les «anti-mariage pour tous» ont déjà programmé des manifestations pour le 13 janvier, et nous ne devons pas leur laisser la rue! L'adoption de cette loi et la qualité de son contenu ne dépendront pas de signatures,

fussent-elles prestigieuses, mais des mobilisations que nous construirons. Ne pas accepter une loi «au rabais» signifie qu'il faut également nous battre pour que celle-ci intègre le droit à la procréation médicalement assistée (PMA) comme pour les couples hétérosexuels.

On vit ici, on vote ici!

L'engagement du NPA aux côtés des associations LGBTI ne saurait évidemment être compris comme une forme de prosélytisme en faveur de l'institution patriarcale qu'est le mariage. Il n'est que la défense d'un principe fondamental et qui nous est cher, celui de l'égalité des droits. C'est pourquoi, sans hiérarchiser les oppressions, nous serons tout autant dans la rue mardi 18 décembre à l'occasion de la journée internationale des migrants. Nous y serons aux côtés des travailleurs sans papiers pour qui rien a changé depuis l'accession de la gauche au pouvoir; aux côtés des Roms contre qui la répression ne faiblit pas; aux côtés des victimes de l'islamophobie et du racisme; aux côtés de toutes celles et tous ceux qui exigent du gouvernement qu'il soumette au Parlement un projet de loi concrétisant le cinquantième engagement du candidat Hollande: le droit de vote des étrangers. Ce projet vieux de 30 ans a purement et simplement disparu de l'agenda gouvernemental et ne pourrait au mieux voir le jour qu'en 2014... Autant dire jamais. Fortes de la montée des idées racistes et de l'intolérance, la droite et l'extrême droite pavoisent devant ce que Copé prédit comme «une nouvelle reculade du gouvernement».

Ce n'est qu'en reprenant le terrain des mobilisations sociales et démocratiques, antiracistes et antifascistes, que nous pourrions imposer à quelque gouvernement que ce soit une évolution de la législation permettant l'égalité des droits, de tous les droits entre toutes celles et tous ceux qui vivent ensemble.

Alain Pojolat



PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO

regards



PHOTOTHÈQUE ROUGE/DR

ARCELOR FLORANGE « On se retrouve avec deux adversaires: Mittal et le gouvernement. »

Propos recueillis par Robert Pelletier

Les sidérurgistes d'Arcelor Florange qui s'étaient promis d'être le cauchemar de Sarkozy pourraient bien devenir celui du gouvernement Hollande-Ayrault. Construire la mobilisation sur le site, se coordonner avec les autres mobilisations contre les fermetures de sites et contre les licenciements sont plus que jamais à l'ordre du jour. Lionel Buriello, secrétaire de la CGT d'Arcelor Florange, évoque les objectifs, les difficultés et les espoirs de cette bataille.

Quelle est votre réaction après l'annonce de l'abandon du projet Ulcos par Mittal?

Mittal se désengage de la phase 2 d'Ulcos (enfouissement) mais pas de la phase 1 (captage). Ulcos n'est qu'un aspect de la question et le retrait de Mittal un signe sur la valeur de ses engagements. Même si la CGT n'est pas hostile à ces projets, ce n'est pas la solution miracle, ni en matière industrielle ni pour la sauvegarde de nos emplois. La question, c'est le maintien en activité du haut-fourneau jusqu'à l'éventuelle mise en œuvre réelle d'Ulcos, c'est-à-dire deux ans minimum.

Quelles sont vos exigences en matière industrielle et économique?

C'est le maintien de l'activité sur l'ensemble du site parce qu'on ne peut pas le saucissonner. Il faut garder la cohérence industrielle: filière chaude, filière froide avec les différents débouchés (automobile, packaging, électroménager). Le rapport Faure, effectué à la demande du gouvernement, démontre que toutes ces filières sont rentables, mais pas suffisamment pour Mittal qui exige plus de 15% de rentabilité. Une logique financière qui n'a rien à voir avec une logique industrielle et ne se soucie pas des emplois. Il faut des décisions cohérentes industriellement, prenant en compte l'emploi et les conditions de travail.

Tout le contraire de l'accord Mittal-gouvernement?

Cet accord est une tromperie complète. Sur les

180 millions d'euros d'investissements promis par Mittal, seuls 53 millions représentent vraiment des travaux d'investissement hors entretien normal. En fait, toujours suivant le rapport gouvernemental, il faudrait au minimum 400 millions pour assurer réellement la pérennité du site. Nous demandons à Hollande de déchirer cet accord bidon et de reprendre la discussion en tripartite: État, Mittal, syndicats.

Et de nationaliser?

Notre histoire, dans la sidérurgie, montre que ce n'est pas une solution en soi. La nationalisation temporaire mais immédiate, cela nous sortirait des griffes de Mittal. C'est en ce sens qu'elle reçoit l'appui des salariés. Mais pas plus. Au-delà il faut des solutions industrielles qui pérennisent l'emploi. C'est l'intérêt d'une nationalisation, même temporaire. Avec une participation des salariés aux décisions grâce à la présence de 25% de représentants au conseil d'administration, nous pourrions peser sur les décisions, même dans un groupe restant privé. C'était le sens de la proposition de Montebourg et des élus de la région. Et le revirement du gouvernement est une véritable trahison. Il a choisi son camp: celui de Mittal et du Medef. Mais pas pour revendre à Mittal après...

Imposer cette politique nécessite une forte mobilisation?

Dans notre filière, nous sommes malheureusement habitués depuis des dizaines d'années aux fermetures de sites et aux suppressions d'emplois.

Il y a donc un réel fatalisme et une recherche de solutions individuelles qui rendent difficile la mobilisation. Retraite anticipée pour les anciens, travail au Luxembourg pour les jeunes, les «entre-deux» comme moi sont parfois un peu seuls. Et puis l'accord bidon avec Mittal et le renoncement sur la nationalisation ont été durs à encaisser. On se retrouve avec deux adversaires: Mittal et le gouvernement. Mais on se battra jusqu'au bout.

Pour cela il faut prendre des initiatives, tenter des convergences?

Bien sûr. Nous sommes convaincus que c'est essentiel. Mais on a déjà tellement de travail pour construire la mobilisation dans notre entreprise, qu'il est difficile de prendre des initiatives en direction des autres boîtes en luttant. La rencontre de 22 équipes syndicales en lutte à la fête de l'Huma, la manifestation au Mondial de l'automobile ont été des temps forts, des initiatives qui donnent le moral. C'est dans cette voie que nous devons aller. C'est sûr, il faut le faire.

Quelle est l'attitude des autres syndicats locaux?

La CGC accepte l'accord gouvernement-Mittal. FO est d'accord avec nous pour le moment, mais on craint fort qu'au bout du compte, ils s'alignent sur la position gouvernementale. La CFDT, c'est compliqué: un jour, ils sont pour Ulcos et la nationalisation, le lendemain contre... Pour le moment on est ensemble pour construire la mobilisation et c'est l'essentiel.



Par Sandra Demarcq

PAUVRE CONFÉRENCE !

Annoncée en juillet par François Hollande et ouverte le lundi 10 décembre, la « conférence de lutte contre la pauvreté » a réuni plusieurs ministres et de nombreuses associations. Jean-Marc Ayrault l'a clôturée le lendemain midi (!) en traçant les grandes lignes d'un plan visant à endiguer la pauvreté... sans annoncer d'objectifs chiffrés. La lutte contre la pauvreté n'est pas nouvelle. Le gouvernement précédent en avait fait également une bataille centrale, en promettant de réduire d'un tiers la pauvreté pendant son quinquennat. On connaît le résultat !

Aujourd'hui, la pauvreté ne cesse de se développer. Près de 9 millions de personnes vivent avec moins de 964 euros par mois, dont plus de 2 millions avec moins de 642 euros. Elle concerne de plus en plus les familles monoparentales et nombreuses, les personnes immigrées, les femmes et les jeunes. 23% des jeunes, selon le dernier rapport de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) sont dans une pauvreté extrême. Les inégalités se sont aussi creusées entre les 10% les plus riches et les 10% les plus pauvres. Cette conférence contre la pauvreté est donc un nouveau leurre pour nous endormir. Comment lutter réellement contre la pauvreté quand, dans le même temps, le gouvernement Hollande-Ayrault met en œuvre une politique d'austérité, offrant au passage 20 milliards d'euros aux seules entreprises ?

Lutter contre la pauvreté, c'est assurer un emploi à tous, interdire les licenciements, supprimer la précarité du travail, assurer la rémunération des jeunes au cours de leur formation, assurer un logement pour touTEs, des papiers pour touTEs. Assurer un niveau de rémunération décent pour tous pour pouvoir répondre aux besoins élémentaires. Faire cela, c'est mettre en œuvre une répartition des richesses radicalement différente, et s'attaquer à la propriété et à la toute-puissance du capital, s'affronter à ses exigences. Tout le contraire de la politique menée par le gouvernement !

SYRIE Armes chimiques et intervention impérialiste contre la révolution populaire

Sur fond de grandes manœuvres des pays impérialistes, le massacre du peuple syrien continue. Mais le processus révolutionnaire, populaire et profond, résiste.

L'Otan a décidé le déploiement de missiles Patriot du côté turc de la frontière. Le régime syrien a reçu des missiles Iskander équivalents à ceux des Américains, et trois navires de guerre russes ont accosté à Tartous. Ces manœuvres des puissances américaine et russe déboussolent une partie de la gauche, y compris radicale, qui craint une intervention occidentale. Comme le montrerait le fait qu'une partie de l'opposition en Turquie (le CNS) appelle à une zone d'exclusion aérienne ou à des zones sécurisées, la crainte de la « poussée jihadiste », le déploiement des missiles Patriot, l'avertissement américain concernant l'utilisation d'armes chimiques par le pouvoir syrien, et les récentes déclarations de Clinton et d'Obama...

Le jeu des grandes puissances

Le régime de Damas a été le premier à parler d'armes chimiques, dès le 24 juillet, et menaçait de leur utilisation en cas d'« invasion militaire étrangère ». Les puissances occidentales n'ont pas apporté d'aide militaire à la résistance, et le massacre du peuple continue aujourd'hui au moyen des armes russes et iraniennes : plus de 50 000 tués, des dizaines de milliers de blessés, des quartiers, des villes et des villages rasés et 3 millions de déplacés. Face aux États-Unis et à Israël, le gouvernement a affirmé la maîtrise de ses armes. Aucune puissance ne souhaite une victoire de la révolution qui aurait valeur d'exemple pour les peuples de la région, notamment dans les pétromonarchies. Depuis leur accord du 30 juin, les États-Unis et la Russie envisagent un plan de « transition négociée », en tentant de protéger leurs intérêts et d'éviter l'embrasement régional. La Russie s'oppose à toute intervention militaire occidentale ou turque. Quant aux Américains, les coûts et les conséquences d'une intervention seraient préjudiciables à leurs intérêts, d'autant que le régime syrien leur rend service en détruisant les infrastructures et en affaiblissant les capacités militaires du pays. Initiés à Dublin le 6 décembre pour chercher une issue « politique » à la



Des combattants de l'Armée syrienne libre et des habitants poussent un tank pris à l'armée syrienne fidèle au président... REUTERS/HANDOUT

« crise syrienne », les entretiens entre S. Lavrov et H. Clinton en présence de L. Brahimi, se sont poursuivis à Genève le 9 et pourraient déboucher sur un accord.

Une résistance populaire et armée

Les forces sociales motrices de la révolution sont les ouvriers, les salariés, les exploités et les paysans pauvres. Les quartiers et les villes ouvrières et populaires qui se sont révoltés les premiers sont aussi les zones les plus ravagées par l'armée du pouvoir. Cette révolution se distingue des autres révolutions dites arabes par deux aspects : les classes exploitées et révoltées créent leurs organes d'auto-organisation (les coordinations) et des embryons d'organes d'auto-gestion (les conseils locaux). La résistance armée n'est que la conséquence de la brutalité inouïe de la dictature envers la population pacifique. Elle est populaire car elle est portée par le peuple. La résistance populaire comprend plus de 70 000 combattants et n'a

pas délaissé la lutte pacifique : chaque jour, des centaines de manifestations traversent les villes. Les groupes soutenus par l'Arabie saoudite et le Qatar (environ 4 000 jihadistes) y sont minoritaires. Les forces de répression ont assassiné, emprisonné ou acculé à l'exil les militants de gauche et les démocrates révolutionnaires. Pourtant, ces forces sont toujours présentes et actives, la montée islamiste restant marginale. Et aucune force politique n'a de rôle dirigeant ou hégémonique dans le mouvement populaire. En se lamentant sur le fantasme d'une récupération de la révolution par la contre-révolution, ou en brandissant la menace d'une imminente intervention militaire, une partie de la gauche justifie sa passivité ou sa complicité avec une dictature bourgeoise sanguinaire, et associe la lâcheté morale à l'aveuglement politique. La gauche radicale internationale doit soutenir concrètement ce processus révolutionnaire authentique.

Ghayath Naisse

ARCELOR Construire ensemble la riposte

La mobilisation des salariés d'Arcelor agit comme un révélateur de la politique du gouvernement Hollande-Ayrault et de son alignement sur les exigences du Medef.

Mardi 11 décembre, Olivier Besancenot et Philippe Poutou étaient respectivement à Florange et à Basse-Indre pour rencontrer les équipes syndicales engagées dans la bataille contre Mittal et le gouvernement. À chaque fois, l'accueil est chaleureux et si les échanges sont graves, ils sont extrêmement constructifs autour de la question de la coordination des luttes. Rencontres entre équipes militantes et tour de France des sites en lutte sont mis en débat avec la volonté de prendre une initiative nationale début 2013. Nos camarades ont bien sûr réaffirmé notre soutien à la lutte des sidérurgistes mais se sont engagés aussi à aider à cette coordination en prenant des initiatives afin que les organisations politiques mettent leur forces en commun dans ce combat.

Abandon gouvernemental

Les syndicalistes, les salariés d'Arcelor expriment l'évidence : face à eux, il doivent affronter non seulement Arcelor Mittal mais aussi ce gouvernement qui s'est fait son allié. Au plan économique et industriel, l'accord Mittal-gouvernement s'est révélé une véritable duperie avec des investissements qui permettent à peine de maintenir les sites en état de fonctionnement. Quant au mirage pseudo-écologique d'Ulcos, Mittal a montré qu'il n'avait pas l'intention d'y engager ses dividendes. Il n'a qu'un objectif : conserver le secteur le plus rentable et se débarrasser de ce qui rapporte le moins et nécessite le plus d'investissement. Au plan politique, l'abandon de toute politique alternative est total. La nationalisation partielle et provisoire du site de Florange était

pourtant le service minimum. Mais c'était encore trop et le gouvernement s'est rallié à la position du Medef pour lequel la propriété privée est le fondement même de nos sociétés.

Imposer d'autres solutions

Certes, dans la sidérurgie, moins qu'ailleurs, la nationalisation n'apparaît comme la solution pour la sauvegarde de l'emploi. Ce qui est posé, c'est non seulement la propriété de l'outil de production mais aussi les conditions de la reprise de l'activité. Cette intrusion dans la propriété privée ne saurait se réduire à une seule entreprise, ni même à une seule industrie. L'un des principaux clients d'Arcelor est justement l'automobile. Exproprier Arcelor, PSA, Renault et dans le même mouvement nationaliser le secteur bancaire, ouvrirait

des pistes politiquement différentes de la gestion de la crise au détriment des plus démunis.

Mais Arcelor Florange est aussi un test pour les stratégies syndicales. Sur le site, FO, CFDT et CGT sont à ce jour coude à coude face à Mittal et au gouvernement. Mais l'attitude des

confédérations est plus problématique. Si l'acceptation par la CFDT nationale du plan Mittal est un grave recul, des initiatives nationales sont plus que jamais de la responsabilité des confédérations pour gagner face au patronat et au gouvernement.

Robert Pelletier



PHOTO THÉQUE ROUGE/DR

Résistance contre l'accord de compétitivité à Renault

Mardi 11 décembre, Renault a tenu sa 4^e réunion de négociation d'un accord de compétitivité pour ses usines et filiales françaises. Sur fond de chantage aux fermetures, Renault veut imposer cet accord avant le 31 janvier, sans attendre l'aboutissement de la négociation interprofessionnelle engagée entre le Medef et les centrales syndicales, destinée au «compromis historique» rêvé par François Hollande. En cas «d'un accord global sur l'ensemble des mesures proposées», la direction a annoncé, au conditionnel, qu'elle «pourrait s'engager à ne pas fermer d'usine en France». Rusée, la direction n'a pas encore exposé la totalité des coups qu'elle entend porter aux travailleurs. Pour cela, elle attend la réunion du 18 décembre, à deux semaines de fermeture de fin d'année des usines. Mais la direction a déjà annoncé trois mesures. Le regroupement de ses neuf sites industriels en deux pôles régionaux, à l'intérieur desquels elle imposerait la mobilité obligatoire d'un site à l'autre. La mutualisation de toutes les fonctions pas directement liées à la fabrication (qualité, achats, maintenance...) pour réaliser des «économies d'échelle», en clair pour supprimer des postes. Enfin, la remise en cause de clauses des accords de réduction du temps de travail de 1999 qui pourrait conduire à une augmentation de la durée annuelle du temps de travail. Le volet rémunération devrait être abordé à la réunion du 18 décembre. Après des premiers débrayages dans les établissements de Douai et de Lardy, et un rassemblement à Guyancourt, les syndicats CGT et SUD devaient appeler à des arrêts de travail dans tous les établissements le mercredi 12 décembre. Cela pourrait être la première occasion pour les salariés d'exprimer massivement leur opposition à la signature d'un tel accord.

Régis Louail

Puni pour avoir permis à ses patients de se soigner !

Le Dr Poupardin a été condamné par le tribunal des affaires de sécurité sociale à rembourser 2514,62 euros à la CPAM du Val-de-Marne. Aurait-il empêché des malades d'accéder aux soins en exigeant des dépassements d'honoraires? Non, l'assurance maladie ne porte pas plainte pour cela, elle signe un accord qui favorise cette pratique. Il lui est reproché au contraire d'avoir permis à des malades de se soigner! Parmi les mesures de déremboursement imposées depuis des années, sous prétexte du prétendu déficit de la Sécu, l'une concerne les ordonnances pour les malades à 100%. Elles sont découpées en deux zones: une pour les soins en rapport avec l'affection remboursée à 100% (moins les forfaits et franchises), l'autre pour tout ce qui ne serait pas en rapport avec la maladie grave remboursé de 15 à 60% (moins les forfaits et franchises). Le malade est découpé en morceaux, un non-sens scientifique et éthique. Pour le Dr Poupardin, le choix de la zone était impossible, car discutable ou arbitraire. Il a donc inscrit tous les médicaments dans la partie 100%. C'est pour ce crime qu'il est condamné. Son comité de soutien souhaite que le plus grand nombre de personnes soit associé à cette lutte contre les ordonnances bizonnes. Pour la prise en charge de la condamnation, il demande que 5 euros lui soient adressés. Les bons de souscription sont disponibles sur le blog: <http://didierpoupardin.wordpress.com>. Participons nombreux à cette campagne!

La commission santé-sécu-social du NPA

FRONT NATIONAL Bluff et réalité

L'élection législative partielle de Béziers n'aura pas été le séisme annoncé par le FN qui se rêvait en position d'imposer à l'UMP et au PS une triangulaire. France Jamet, sa candidate, est éliminée dès le premier tour. Ces résultats corrigent brutalement le bluff des dirigeants du FN, sur fond d'une inquiétante montée des préjugés réactionnaires.

Dans les trois élections législatives qui se déroulaient dimanche dernier, à Béziers mais aussi dans les Hauts-de-Seine ou le Val-de-Marne, l'impopularité croissante du PS a profité plus à la droite qu'à l'extrême droite. À Béziers, le candidat de l'UMP réalise 42% des voix contre 23% pour le FN. Est-ce à dire que la stratégie de Marine Le Pen serait mise en échec? Ce serait aller un peu vite. Ces élections partielles sont dominées par une très forte abstention, 60%, voire 70% dans le 94. Dans ces circonscriptions, l'UMP connaît une vieille et solide implantation et la guerre des chefs a paradoxalement contribué à mobiliser son électorat derrière ses leaders locaux, forme de désaveu de Copé-Fillon dont la cote de popularité s'effondre. La droite traditionnelle se mobilise dans des batailles politiques qui n'ont aucun intérêt du point de vue des classes populaires qui se sont abstenues.

Rivalités et convergences

«Nous avons dit que l'UMP imploserait, car c'est un conglomérat de personnalités qui n'ont aucune conviction commune. Cela confirme notre stratégie, claire, d'être la principale force d'opposition à François Hollande», déclarait il y a peu Steeve Brioso, dirigeant du FN. De toute évidence, les choses ne seront pas si simples. Les assises sociales de l'UMP sont solides, et pour que le FN puisse prétendre s'imposer il faudra bien plus qu'une guerre des chefs au sommet. Il faudra aussi que le FN apparaisse comme une possible politique de rechange face à celle menée, hier par la droite, aujourd'hui par la gauche libérale. La dégradation de la situation économique et sociale, le risque d'éclatement de



PHOTOGRAPHIE ROUGE / ROMAIN HINGANT

l'Union européenne en créent les conditions. Ils alimentent la détresse, le désespoir, la peur dont se nourrit sa démagogie, tout en contribuant à rendre crédible l'aberration que l'issue serait dans le repli national. Les ingrédients nécessaires pour que le FN réalise ses objectifs s'accroissent progressivement.

D'après une enquête d'Opinion Way publiée dans le Figaro la semaine dernière, près d'un tiers des sympathisants UMP sur trois est favorable à un rapprochement entre les deux partis dans la perspective des prochaines élections municipales, en 2014. «La logique du système majoritaire à deux tours», commentait Jean Marie Le Pen qui

se défend de tendre «la main à l'UMP», tout en précisant: «Je pense qu'aux élections municipales il peut y avoir sur le plan local des alliances entre individus, entre candidats, qui permettent au FN d'avoir dans les municipalités la place qu'il mérite.»

Ces manœuvres électorales repose sur des convergences politiques. Contre cette politique, c'est combattre les attaques du patronat et du gouvernement qui entraînent la démoralisation, alimentent l'idée que rien n'est possible et laisse le terrain aux démagogues qui veulent dévoyer le mécontentement à leur propre fin.

Yvan Lemaître

PROCÈS TASER Retour sur les méthodes

Le procès intenté à Taser par Olivier Besancenot pour espionnage aura permis de révéler la nature inquiétante du fonctionnement des officines de détectives privés.



Antoine Di Zazzo (PDG de Taser France)/O.G.

Les officines ne pourraient travailler si elles ne reposaient sur un réseau de fonctionnaires en exercice, appelés «actifs», qui acceptent de fouiller des fichiers protégés en échange de renseignements. Ces «petites mains» ont décrit au tribunal une routine de travail très répandue dans leurs services.

Ex-flics reconvertis...

Échelon intermédiaire, le plus important, les détectives: anciens flics, intrigants tout droit sortis d'un vieil épisode de Columbo, anciens collègues ou amis des fonctionnaires informateurs, ils se font passer auprès d'eux pour huissiers de justice ou agents d'assurance. Afin de ne pas se salir les mains, Gérard Dussaucy, directeur du cabinet mandaté par Antoine Di Zazzo (le patron de Taser France) pour pister Besancenot, a expliqué déléguer à des sous-traitants le contact avec les «actifs», par éthique professionnelle paraît-il, étant lui-même ancien policier. Les factures entre intermédiaires – rédigées avec de faux intitulés qui jamais ne mentionnent la mission réelle – peuvent atteindre plusieurs milliers d'euros. On estime

que Di Zazzo en a déboursé 20 000. Bien entendu, tout ce beau monde se couvre comme il peut. N'hésitant pas à charger leurs co-accusés, certains adoptent les stratégies de défense les plus farfelues: un pari qui a mal tourné, un disque dur qui crame opportunément, etc.

Et affairisme opaque

Au sommet de la chaîne, Antoine Di Zazzo mériterait un article à lui tout seul. Homme d'affaires au passé mystérieux, on sait qu'il a présidé dans les années 1980 l'association «Chanteurs sans frontières» qui a sorti un disque pour l'Éthiopie. Lui affirme qu'il aurait aussi été directeur général chez Motorola ou Pathé Marconi. Rue89 décrit dans un article de 2008¹ un personnage en mal de reconnaissance sociale et médiatique. Revenant longuement à l'audience sur ses séjours en Algérie, au Gabon ou au Congo pour y former les polices locales, il a donné l'image d'un patron intimement lié aux réseaux francophones, bien qu'il ait déclaré aux juges zéro euro de ressources. Devant la gravité des faits, le procureur a requis six mois de prison avec sursis et 10 000 euros d'amende contre Di Zazzo, huit mois dont six avec sursis, 10 000 euros d'amende et interdiction d'exercer pour les détectives, deux semaines à trois mois avec sursis pour les fonctionnaires et des amendes jusqu'à 1 500 euros.

O. G.

1. <http://www.rue89.com/2008/10/19/antoine-di-zazzo-ou-letrange-parcours-du-m-taser-francais>



O.G.

ÉGYPTE Un pharaon à nouveau contesté

Depuis la fin novembre, l'Égypte vit à nouveau une phase d'affrontements politiques intenses, la rue remettant en cause les pouvoirs de son nouveau président.

Le 22 novembre, le président égyptien Mohammed Morsi – élu à la mi-juin dernier et issu des Frères musulmans – a rendu public un décret élargissant ses pouvoirs et mettant ses décisions à l'abri des recours en justice. De la sorte, le président a tenté de casser le blocage potentiel, suite à certaines décisions prises par des juges parfois proches du pouvoir précédent.

Piège institutionnel

Le fait pour lui de concentrer entre ses mains les pouvoirs exécutif, législatif et maintenant judiciaire apparaît comme une lourde menace aux yeux de beaucoup d'Égyptiens. Au moment où les protestations commencent à monter, le pouvoir issu des Frères musulmans a mis « à la va-vite » une deuxième décision sur la table. En l'absence de députés libéraux, coptes et de gauche (ayant décidé de boycotter les séances), la majorité islamiste a voté le texte d'une nouvelle Constitution. Et alors que le texte final était sorti le 30 novembre, son adoption devait être extrêmement rapide, en faisant l'objet d'un référendum dès le 15 décembre qui clôturerait ainsi la période des pouvoirs spéciaux du président... Cela ne laissait donc pas le temps pour un débat approfondi.

Morsi a ainsi placé ses opposants face à un dilemme : soit ils devaient accepter l'approbation très rapide de la nouvelle Constitution, soit ils devaient admettre le maintien de ses pouvoirs spéciaux. Néanmoins les critiques montaient, portant sur le contenu du texte constitutionnel. Celui-ci donne des satisfactions symboliques aux



Manifestants anti-Morsi lors d'une manifestation devant le palais présidentiel au Caire, le 4 décembre 2012. REUTERS/AMR DALSH

islamistes, notamment par des références à la Charia. Il maintient, par ailleurs – en tant que gage à l'armée – le secret conservé jusqu'alors sur le budget de la défense. Et il rend toujours possible le jugement de civils devant des tribunaux militaires.

Morsi manœuvre

Mercredi 5 décembre, des affrontements ont eu lieu autour des bâtiments de la présidence égyptienne, et ont fait sept morts (des deux

côtés). Probablement en raison de la présence d'anciens pro-Moubarak dans ses rangs, la police avait auparavant laissé des manifestants accéder jusqu'aux alentours de la présidence. Dimanche 9 décembre, l'armée s'est fait entendre, en demandant aux deux parties en présence « de dialoguer », tout en maintenant l'ordre public. Le même jour, cinq avions de chasse ont survolé le centre du Caire à basse altitude.

En réaction à la pression grandissante, le président Morsi a partiellement reculé. Il a abandonné ses

nouveaux pouvoirs élargis... tout en maintenant le référendum du 15 décembre. En parallèle, il a annoncé l'abrogation de plusieurs nouvelles taxes pesant sur des produits de première nécessité, afin de tenter de restaurer une popularité entamée. Cette annonce était accompagnée de celle d'augmenter la taxe sur la bière en la triplant. Cela constitue un geste symbolique d'ordre idéologique pour les islamistes.

Sous le contrôle de l'armée

Lundi 10 novembre, Morsi a confié à l'armée le soin de « maintenir la sécurité » jusqu'au référendum de samedi prochain, en lui donnant explicitement le pouvoir d'arrêter des civils. Ce geste peut être interprété comme un gage au centre de pouvoir que constitue l'armée, tout en exprimant aussi la méfiance du pouvoir actuel vis-à-vis de la police. Car pendant les affrontements de la semaine dernière, des militants pro-pouvoir avaient parfois eux-mêmes fait leur police, le site internet Assawra évoquant même l'existence de chambres de torture improvisées. Le pouvoir « frériste » doit composer avec l'armée. Celle-ci peut cohabiter avec un exécutif islamiste mais veillera bien à ce que certaines lignes jaunes ne soient pas franchies, notamment qu'on ne touche pas à son pouvoir économique. Selon les sources, les militaires contrôleraient entre 25% et 40% de l'économie du pays.

En attendant, l'Égypte traversa une période de tension intense, au moins jusqu'à l'après-référendum, voire au-delà si ses résultats sont contestés. Les islamistes n'ont certainement pas dit leur dernier mot. Les opposants, les démocrates, progressistes et les syndicalistes non plus ! À son tour, le FMI presse le pouvoir exécutif de boucler rapidement la constitution pour organiser des élections législatives dans la foulée, ceci afin de pouvoir adopter des « mesures impopulaires, mais économiques nécessaires » juste après. Ce qui ne promet pas des lendemains qui chantent...

Bertold du Ryon



TUNISIE « La révolution est en danger, et un soutien international est nécessaire »

Entretien. Après l'attaque du siège national de la confédération syndicale UGTT (Union générale tunisienne du travail), rencontre avec Sami Tahri, secrétaire général adjoint.

Comment s'est déroulée l'attaque contre l'UGTT, et qui en est responsable ?

Le 4 décembre, nous préparions, comme tous les ans, une marche depuis le siège de l'UGTT jusqu'au tombeau de Fehrat Hached, un des principaux fondateurs de l'UGTT. C'était en effet la date anniversaire de son assassinat, il y a 60 ans. Et soudain, juste avant le début du rassemblement, on a vu surgir environ 500 à 700 personnes, appartenant à de prétendues « Ligues de protection de la révolution ». Ils ont attaqué le siège national de l'UGTT avec des bâtons, des couteaux, des bombes de gaz. Il y a eu plus d'une dizaine de blessés, dont deux membres du Bureau exécutif national. Il s'agissait d'une attaque préméditée pour trois raisons : cela s'est passé au siège de l'UGTT ; ils sont allés jusqu'au bureau du secrétaire général, Houssine Abbassi, et ont tout saccagé ; et ils étaient venus armés. Ce n'était donc pas une simple attaque, c'était une attaque qui visait à déstabiliser l'UGTT.

Quelle est la responsabilité du gouvernement ?

Près de deux heures après le début de ces attaques, la police ne s'était toujours pas déplacée pour faire partir ces milices. Le gouvernement a fait comme s'il n'était au courant de rien, alors que cette marche était organisée en accord avec le ministère de l'Intérieur. Le gouvernement n'a jusqu'à présent pas condamné cette attaque. Des responsables d'Ennahdha, le parti islamiste au pouvoir, persistent à essayer de justifier cette violence contre l'UGTT, et continuent à s'attaquer à l'UGTT à travers les médias. Il y a donc une responsabilité directe du parti au pouvoir, ainsi que du gouvernement qui n'a pas réagi, et n'a pas ouvert d'enquête. Nous avons des photos et des vidéos montrant les agresseurs. Malgré cela, et jusqu'à présent, il n'y a pas de réaction de la part du gouvernement.

Quelles sont les réactions syndicales face à cette agression ?

Nous nous sommes réunis très rapidement, et nous avons décidé de maintenir la marche. Ayant été informés de cette agression,

des milliers de gens sont venus de partout pour y participer, et elle a été un grand succès.

La deuxième décision a été de boycotter la célébration officielle du 60^e anniversaire de l'assassinat de Farhat Hached organisée par le gouvernement.

La troisième décision a été de convoquer pour le lendemain la Commission administrative de l'UGTT, pour décider de ce que sera la réaction de la centrale, en sachant que beaucoup de manifestations de syndicalistes ont immédiatement eu lieu, dans des régions comme celles de Sousse, Bizerte, Nabeul, Sfax, etc. Cinq unions régionales ont pris la décision d'appeler à des grèves générales pour le jeudi 5 décembre. La Commission administrative réunie ce même jour a décidé d'appeler à une grève nationale de 24 heures pour le 13 décembre.

Où en est le processus révolutionnaire et le rôle du mouvement ouvrier ?

Le processus est bloqué par ce gouvernement. On sent qu'il y a une attaque contre-révolutionnaire sur beaucoup d'acquis sociaux

et économiques, les acquis des femmes, les acquis de la société civile tunisienne qui a un mode de vie moderne. La classe ouvrière subit une politique économique et sociale ultra-libérale. Le gouvernement s'acharne sur les sociétés publiques pour les vendre aux pays du Golfe, et surtout au Qatar. Le pouvoir d'achat des travailleurs est en baisse, la Tunisie sombre dans une crise sociale et économique. Malgré cela, l'UGTT essaye d'organiser un rassemblement démocratique pour sauver cette révolution, et surtout ses slogans principaux que sont la liberté, la dignité et l'égalité sociale qui est maintenant contestée par Ennahdha et ce gouvernement.

De quelle solidarité internationale avez-vous besoin ?

L'UGTT a vécu beaucoup de crises, comme dans les années 1960, en 1978, en 1985, et auparavant après l'assassinat de Fehrad Hached en 1952. Nous avons toujours trouvé une solidarité syndicale internationale, un soutien faisant pression sur les gouvernements européens

pour qu'ils pèsent à leur tour sur le gouvernement tunisien.

Aujourd'hui, plus que jamais, ce n'est pas seulement l'UGTT qui a besoin d'un soutien, mais toute la Tunisie : la révolution est en danger, et un soutien international est nécessaire pour dépasser cette phase critique où Ennahdha prépare une nouvelle dictature.

Propos recueillis par Richard Lenoir



PHOTOHÉQUE ROUGE / JMB

En temps « normal », la gauche gestionnaire préserve et défend les reculs imposés par la droite et distille quelques gouttes progressistes. En temps de crise, cette même gauche approfondit ces reculs. De manière directe en poursuivant la casse de tous les acquis sociaux et des services publics. De manière indirecte par son suivisme, son immobilisme ou son attentisme sur les questions sécuritaires, « sociétales » et migratoires. En clair, dans la conjoncture : à programme minimum, recul maximum !

Au fil des semaines, la politique du gouvernement social (un peu) – libéral (à la folie) se configure. Et cette politique n'étant pas dépourvue de cohérence, les politiques migratoires et sécuritaires qui sont indissociables de sa ligne générale y tiennent toute leur place. Il s'agit d'une politique de centre droit : la droite « classique » glissant vers la droite extrême, cet espace est désormais disponible avec, pour feuille de route, une méthode – qui se veut soft – de préservation des rapports de domination, notamment de classe et de race, qui structurent notre société. Donc, une seule solution : la continuité !

À tous les étages. Dossier réalisé par la commission migrations-antiracisme du NPA

Inventaire de la continuité

➔ **Continuité dans les politiques d'expulsion**, avec, dans la ligne de mire les Roms qui représentent un maillon faible en terme de possibles réflexes antiracistes de la population : s'acharner lâchement sur eux conduit à légitimer les descentes sauvages sur les camps par des fractions de la population.

➔ **Continuité dans une politique de régularisation des sans papiers au compte-gouttes** avec reprise ou invention de nouveaux critères qui, en dépit des belles paroles, continuent à faire la part belle à l'arbitraire préfectoral, tels que la « maîtrise orale élémentaire de la langue française » (!), et des taxes toujours exorbitantes (y compris pour le simple dépôt d'un dossier, sans garantie pour l'avenir).

➔ **Continuité dans la fourniture aux patrons d'une main-d'œuvre privée des moyens de défendre ses droits** sur le marché du travail (dans la restauration, l'agriculture, le bâtiment, tous les secteurs de l'intérim et les services à la personne où de très nombreuses femmes employées au noir sont surexploitées), situation appelée à perdurer quand on ne sort de l'irrégularité que pour arracher un titre de séjour précaire.

➔ **Continuité dans la part prise à la politique de fermeture des frontières** de l'Union européenne, responsable de milliers de morts.

➔ **Continuité dans les discriminations** tous azimuts, notamment pour l'accès à l'emploi et au logement qu'encourage la perpétuation, voire l'entretien (par certaines déclarations du ministre de l'Intérieur en particulier) d'un sale climat dans lequel pratique et propos xénophobes et racistes tendent à se banaliser.

➔ **Continuité dans les provocations** constantes à l'encontre des habitants des quartiers populaires, qui, des contrôles au faciès incessants aux poursuites en bagnoles en passant par l'usage du Taser et par les tabassages se concluent trop souvent par des meurtres.

➔ **Continuité dans la désignation**, par un silence coupable et complice, voire par des déclarations inconsidérées et propres à inspirer tous les amalgames, de la fraction musulmane de la population (française ou non) à la vindicte publique.

➔ **Continuité d'une politique coloniale** : révision a minima du passé colonial, traitements discriminants dans les DOM-TOM (avec mention spéciale à Mayotte), ghettoïsation des quartiers populaires (indigènes intérieurs), risque d'intervention imminente au Mali, complaisance affichée à l'égard du super-État colonial d'Israël.

➔ **Continuité dans le suivisme** à l'égard de ce que « l'opinion », toujours conçue comme irrémédiablement conservatrice, est supposée penser, d'où le refus de toute confrontation idéologique avec les réactionnaires ou les conservateurs : la notion d'égalité des droits est ainsi passée par pertes et profits, qu'il s'agisse de la débandade sur le droit de vote ou des premiers signes de recul sur le mariage gay.

FACE À UNE TELLE POLITIQUE, nous ne pouvons nous contenter d'avoir contribué à virer Sarkozy et sa bande. Nous ne pouvons avoir qu'une réponse : résistance ! Pour des internationalistes et anticapitalistes conséquents, le double front de la libre circulation et de l'égalité des droits est capital. Ce terrain est aussi celui sur lequel une réelle opposition de gauche au gouvernement est à même de se constituer et de se conforter. C'est ce que nous devons démontrer en donnant le maximum de puissance et de visibilité à la journée internationale pour les droits des migrants du 18 décembre où, deux jours après la mobilisation en faveur du mariage homosexuel, le mouvement antiraciste doit faire apparaître l'étendue de l'arc de forces qu'il rassemble.

**Journée internationale
des droits des migrants
Manifestation à Paris
mardi 18 décembre**

À 18h30 du métro Belleville
à l'église Saint-Bernard



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

Immigration et racisme LA CONTINUITÉ



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

Droit de vote des étrangers Est-ce trop demandé ?

« **J'**ai dit au gouvernement, aux responsables de groupes (parlementaires) de travailler pour constituer une majorité. Quand cette majorité sera envisagée, je prendrai mes responsabilités. Mais pas avant ». De quoi parle François Hollande, au juste ? Du droit de vote des étrangers extra-communautaires. On peut admirer la force de conviction (et la sophistication) d'un président socialiste fraîchement élu : en bon gestionnaire politique de l'ordre existant, il veut être certain de réussir avant de se lancer dans la bataille.

Succession de recul

C'était pourtant un engagement du candidat Hollande. Mais en terme de promesses non tenues, sur ce thème, il a de qui tenir ! Déjà François Mitterrand n'avait pas tenu parole en 1981, puis rebelote en 1988. Soi-disant,

« l'état des mœurs ne le permettait pas ». Et en 2000, Lionel Jospin abdiqua encore, aux portes du Sénat.

Le PS affiche sur les questions sécuritaires et migratoires, comme sur tant d'autres, une évolution lente et inexorable depuis 1981 : en dépit de l'évocation persistante de la « Patrie des Droits de l'homme » c'est, dans les actes, la copie mal dissimulée de la droite, et parfois la surenchère, qui l'emportent. À tel point que l'« affichage de gauche » a aujourd'hui presque disparu. Quant à la référence à l'apport bénéfique des immigrés à la Nation (la leur), elle renvoie trivialement... à la possibilité d'obtenir une main-d'œuvre corvéable à merci.

Trop occupée à interpréter, comme pour le mariage homo, ce qu'ils veulent comprendre de l'état des mœurs ; inquiète face aux retombées électorales consécutives à l'intégration d'un nouveau groupe au corps électoral (c'était

me: ÉQUITÉ, C'EST MAINTENANT!

Devoir d'insolence antiraciste Ce n'est qu'un début!

Le score inquiétant du Front national aux dernières présidentielles, la récurrence de leur thèmes repris par l'ensemble du spectre politique institutionnel et républicain renforcent l'avancée du racisme et de l'islamophobie. Cet effet est amplifié par les sempiternels «buzz» médiatiques. En caricaturant légèrement, la République serait en proie à des ennemis internes, musulmans vivant en banlieue: ils voleraient des pains au chocolat tout en brandissant le Saint Coran pour convertir tous les pauvres. Cette mystification des musulmans est allée jusqu'à interdire le droit de manifester.

Le retour des «classes dangereuses»
Cet acquis des mouvements sociaux, remis en cause sans objections, a de quoi nous inquiéter. Car entre-temps, les fachos occupent le devant de la scène. La mise en avant de ces thèmes ont des effets réels. Ils entérinent des choix politiques: en France, il existe effectivement des zones de non-droit, un traitement inégal et systématique des Roms, arabes, noirs, asiatiques, et musulmans, plus ou moins amalgamés dans les fameuses «classes dangereuses». On aurait pu penser que la reconnaissance à demi-mots des crimes d'État du 17 octobre 1961 par Hollande serait signe de quelques restes des timides engagements du PS contre le racisme. Or, le même jour, une plainte déposée par l'AGRIF (association dirigée par des anciens membres de l'OAS et proches du FN) a été reçue, contre le sociologue Saïd Bouamama et le chanteur Saïdou du groupe Zone d'expression populaire, au motif du racisme anti-blanc et autres atteintes à des

valeurs nationalistes. Plutôt à l'intégrité coloniale de la France? L'AGRIF s'est contentée d'appuyer et de mettre en œuvre tout le discours selon lequel il existerait un «racisme anti-blanc». On atteint des sommets d'absurdité car c'est aux victimes du racisme que serait imputé le racisme. L'objectif est également d'effacer les politiques d'État qui le structurent, et de solidifier un camp idéologique pour faire face à la crise économique.

Construire des campagnes antiracistes

Les offensives répétées contre les militants du camp anti-raciste font de cette plainte, encore une fois, un acte hautement politique. Elles perpétuent la négation des crimes policiers dont le récent non lieu des policiers responsables de la mort de Mohamed Boukrourou. La campagne Devoir d'insolence a pour objectif de coordonner toutes les initiatives de quartier, de comités antiracistes existant en France pour impulser une réponse unifiée à l'échelle nationale. Être à la hauteur des enjeux veut dire: 100 comités, 100 000 signatures, un maximum de concerts et de manifestations diverses. Localement, des comités se mettent en place, à Lille, Paris, Toulouse, dans le Gers. De même, la campagne du Collectif contre l'islamophobie en France: distributions de pains au chocolat, campagne d'affichage et réunions publiques sur toute la France montre que la volonté de s'organiser et de résister existe déjà.

Nous avons là des outils militants sur lesquels nous appuyer pour répondre à l'offensive idéologique. Un site internet existe (www.devoir-d'insolence.fr) et fournit à la fois du matériel de diffusion, et de réflexion: textes, extraits du livre «Nique la France», pétition, etc. Renforcer notre camp passe par la prise en compte en son cœur des problématiques antiracistes. En ces temps de crise et de montée des idées d'extrême droite, le temps nous est compté, à nous de renverser la tendance!

insolence.fr) et fournit à la fois du matériel de diffusion, et de réflexion: textes, extraits du livre «Nique la France», pétition, etc. Renforcer notre camp passe par la prise en compte en son cœur des problématiques antiracistes. En ces temps de crise et de montée des idées d'extrême droite, le temps nous est compté, à nous de renverser la tendance!



Discours du Front national (Dés)articulations du social et du racial

Il y a quelques semaines, un rapport de l'INSEE soulignait: «*quand l'origine sociale, le niveau de diplôme des parents, la structure familiale et la taille de la fratrie sont pris en compte, la réussite dans le secondaire des enfants d'immigrés n'est pas moins bonne que celle des descendants de natifs*». Le communiqué du FN, consécutif à la publication de ce rapport, s'appuyait alors sur cette phrase pour déclarer: «*ce rapport indique que la discrimination liée aux origines sociales reste une réalité. Or, c'est précisément de celle-là dont on ne parle jamais!*». Et de conclure: «*Le Front national considère que la lutte contre les discriminations dont les Français les plus modestes sont les victimes doit être une priorité politique*».

Démagogie sociale, politique raciste

Première étape de l'entourloupe: à partir d'une phrase battant en brèche les préjugés relatifs aux «origines» et ramenant les difficultés des enfants d'immigrés sur le terrain social, le FN prétend quitter le terrain racial pour le terrain social.

Deuxième étape de l'entourloupe, le sophisme: si à niveau social égal, blancs et non-blancs réussissent de la même manière... c'est que l'on favorise les non-blancs. Il existerait donc une sorte de *negative action*... autrement dit un racisme anti-blanc. Ainsi, si un blanc chôme ou se voit confié les pires travaux, ce n'est donc pas en raison de son niveau social et de la crise... mais parce qu'un arabe, de même niveau social, lui a pris sa place. Immigration = chômage. La vieille équation.

C'est ce type de discours qui a plus ou moins été tenu entre le congrès de succession en janvier 2011 et les premiers temps de la campagne présidentielle: une démagogie sociale superficielle, confu-

sionniste et crypto-raciste. Mais la campagne s'approfondissant, coïncée entre Mélenchon euphorique et Sarkozy prêt à tout, le ton se durcit. S'en suivirent alors quelques semaines d'un véritable vomissement digne des années 30.

Dévoiler l'imposture

Nous tenons là les deux variantes de discours actuel du FN, qui alternent et cohabitent en fonction des besoins.

D'un côté des arguties confusionnistes, à l'image de ce rapport de l'INSEE instrumentalisé. Dans ce cas, le racial se mêle au social, mais ni l'un ni l'autre ne ressort vraiment. Le travail est ici insidieux, presque subliminal. On ratisse large et lentement. De l'autre, des bouffées rouge-brunes, à l'image des derniers discours de campagne. Dans ce cas, la démagogie sociale se radicalise, prend des formes anti-système, mais se dissocie du discours racial qui se radicalise aussi, dans les formes paranoïaques bien connues (envahissement, terrorisme, etc). C'est que la «juiverie internationale» n'est plus là pour faire le lien entre la crise et le racisme. Le travail est alors édifiant, saisissant, excitant. Après avoir ratisé, on ramasse.

Au delà des réponses stratégiques et des mobilisations concrètes, comment contrer ces deux variantes du discours du FN? Contre les arguties, il faut délier crise et immigration, dévoiler le racisme sous-jacent, la fausseté de l'engagement social du FN et discréditer en bloc la vacuité de ses prétendues réponses économiques, sans se laisser piéger dans une argumentation technique qui ferait de lui un interlocuteur respectable.

Contre les bouffées rouges-brunes, il faut dénoncer le FN comme un parti du système capitaliste, et s'appuyer sur ses délires racistes pour rappeler qu'il reste pour l'instant le parti de l'extrême droite, loin de la respectabilité qu'il se construit, et toujours nostalgique des pires régimes...



“ Trop occupée à interpréter ce qu'ils veulent comprendre de l'état des mœurs...la gauche de gouvernement recule devant l'ouverture d'un large débat public.

der?

un des arguments contre le droit de vote des femmes); tétanisée face aux prévisibles contre-attaques de la droite, la gauche de gouvernement recule devant l'ouverture d'un large débat public. En baissant les armes sur cette réforme, elle renonce à s'opposer frontalement à l'intensification des campagnes racistes et xénophobes et à leurs effets. C'est le choix de la lâcheté et de la désertion.

On vit ici, on vote ici!

Comment un pays peut-il se prétendre démocratique quand il restreint autant le corps électoral, s'oppose aussi clairement à l'implication de tous les résidents dans la vie de la cité? Il y a ceux qui participent, qui peuvent décider, prendre part aux décisions... et il y a les laissés pour compte, les sous-citoyens. Le NPA demande le droit de vote et d'éligibi-

lité des étrangers extra-communautaires à toutes les élections. C'est une exigence essentielle, une étape vers l'égalité des droits sociaux et politiques pour tous, dans un monde sans frontières où la liberté de circulation et d'installation serait la norme. Car c'est toute la société qui est concernée! Celle à qui l'on fait croire qu'elle est intégralement représentée... alors que c'est une infime minorité qui se représente elle-même et dirige pour son camp social.

Rappelons par principe à la bourgeoisie, et n'oublions pas non plus de notre côté, ce que disait la Constitution de 1793: «*Tout étranger de vingt et un ans, qui, domicilié en France depuis une année, y vit de son travail, ou acquiert une propriété, ou épouse une Française, ou adopte un enfant, ou nourrit un vieillard, est admis à l'exercice des Droits de citoyen français*»...

DEMANDEURS D'ASILE À RENNES

Résistance aux politiques dégueulasses !

Le mardi 27 novembre à l'aube, des dizaines de gendarmes sont venus expulser des familles de demandeurs d'asile qui occupaient, à l'initiative du DAL35 et en lien avec les associations de défense des sans-papiers, une maison de retraite abandonnée à Pacé, en périphérie de Rennes.

Les migrantEs ont été envoyéEs à la préfecture pour être placés dans des centres « d'accueil », parfois bien loin dans le département. Mais une quarantaine de personnes (dont la moitié d'enfants) n'a pas été prise en compte pour le relogement. Le DAL35 a donc organisé l'occupation des Champs Libres (bibliothèque et musée de Rennes Métropole), afin que des solutions dignes soient proposées. L'État a l'obligation légale de loger les demandeurs d'asile, mais depuis plusieurs années, il laisse vivre à la rue des centaines de migrantEs et pire, les expulse dès que le DAL organise une réquisition. Pourtant, le nombre de logements vides sur l'agglomération rennaise est estimé à 10 000. Dans la ville de Rennes, faisant elle aussi expulser les migrantEs, une adjointe au maire est allée jusqu'à accuser le DAL « d'organiser la misère » par la constitution de squats. Ces derniers temps, ces expulsions se sont multipliées, notamment à l'encontre de Roms. Valls lui-même voulait se rendre la semaine dernière dans ce que *Ouest-France* nomme honteusement « le plus grand squat de France » afin de montrer sa fermeté et son zèle. Et selon lui, il n'y aura pas plus de 30 000 régularisations par ans... comme sous Sarkozy ! Partout en France, nous devons organiser la résistance face à ces politiques dégueulasses qui mettent à la porte les sans-papiers ou qui déscolarisent des élèves majeurEs désormais obligés de travailler s'ils/elles veulent de nouveaux titres de séjour.

Correspondants NPA 35



DR

ROMS DANS L'ESSONNE La vitrine de Valls

Trêve hivernale ou pas, le ministre de l'Intérieur fait peser en Essonne une pression sur les pouvoirs publics, des maires aux services préfectoraux... Le département, et particulièrement la ville d'Evry, doivent être la pointe avancée de sa politique de harcèlement en direction des Roms. Pour certains de ces édiles locaux, ils n'ont pas beaucoup d'efforts à faire pour mettre à jour leur volonté de se débarrasser des

populations Roms : refus de scolarisation, arrêtés anti-mendicité, harcèlements des polices municipales, amendes pour « vol d'eau »... Pas moins de cinq « camps de Roms » sont menacés d'expulsion dans les jours et semaines qui viennent. Les lieux de vie de Villebon, Moulin-Galant près de Corbeil, Bois-de-l'Épine à Ris-Orangis, Vigneux... sont frappés de décision de « justice » pour occupation illicite de terrains avec ordonnance exécutoire.

Depuis la chute de Sarkozy, le préfet Fuzeau a bien changé de patron mais il peut se revendiquer d'un soutien sans faille de son ministre Valls et rester droit dans ses bottes... La circulaire interministérielle du 26 août 2012, portant nécessité d'organiser la rencontre des acteurs de terrain pour mettre en place les réponses sociales adaptées, n'est en Essonne qu'un papier sans aucune valeur. Tout un symbole sur la parole de ce gouvernement !

Le mouvement de solidarité derrière l'association ASEFRR reste mobilisé et en permanence sur la brèche. En pleine trêve de fin d'année, les jours qui viennent vont être décisifs pour montrer aux Roms qu'il y a encore dans ce pays des résistances qui s'opposent aux politiques racistes d'une gauche gouvernementale plus prompte à donner des gages aux banquiers et aux patrons que de s'occuper des plus pauvres.

Francis Couvidat

PAUVRETÉ DES JEUNES Imposons un programme d'urgence !

Un rapport de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) sorti le 4 décembre dresse un tableau alarmant : 23 % des jeunes sont dans une pauvreté extrême, les autres sont condamnés à la précarité et/ou à vivre chez leurs parents.

Le rapport affirme que la pauvreté touche plus particulièrement la jeunesse non diplômée et que les diplômés restent une protection importante contre le chômage, notamment pour décrocher un CDI. Les chercheurs admettent que la situation est encore pire avec la crise économique. Avec l'augmentation importante du chômage et des licenciements, qu'on ait un diplôme ou pas, de toute façon on ne trouve pas de boulot. C'est exactement ce qu'il se passe dans les pays plus touchés par la crise : en État espagnol ou en Grèce, les jeunes (diplômés ou non) sont obligés de quitter le pays pour avoir une chance de travailler. Est-ce la faute à pas de chance ? En réalité non, c'est dû à la politique consciemment menée contre la jeunesse. La classe dominante cherche depuis des années à précariser les jeunes afin de les rendre corvéables à merci une fois dans le monde du travail. Elle consiste à casser les diplômés en tant que protection collective pour les futurs travailleurs. Cela passe par exemple par la professionnalisation des diplômés, la mise en concurrence des formations, une place plus importante accordée au patronat dans l'élaboration du contenu des diplômes... Il est de plus en plus difficile pour les jeunes d'obtenir un diplôme de qualité, qui leur garantit un certain nombre de droits dans le monde du travail.

Priorité... à la précarité !

La situation des jeunes est déjà alarmante mais elle va s'aggraver, étant donné la politique que le gouvernement Ayrault compte mener à l'égard

des jeunes. Elle s'articule en deux axes : continuer la destruction du service public d'enseignement et rendre encore plus précaires les jeunes. Preuve en sont les premières mesures mises en place par Hollande : création de nouveaux contrats jeunes (contrats de génération et « emplois d'avenir »), augmentation du nombre d'apprentis dans le cadre du pacte de compétitivité... La nouvelle loi sur les universités qui va arriver en début d'année

met principalement l'accent sur l'ouverture des universités aux patrons et sur la nécessité de favoriser l'alternance ! La jeunesse est définitivement la priorité du gouvernement, mais pas dans le sens de l'amélioration de conditions de vie... Si l'on voulait vraiment aider les jeunes à sortir de la pauvreté, on créerait une allocation d'autonomie financée par des cotisations sociales pour permettre à chaque jeune de vivre décemment. Si on voulait vraiment améliorer le sort des jeunes, on mettrait en place des diplômes de qualité reconnus dans toutes les conventions collectives. Si on voulait vraiment aider les jeunes à trouver du travail, on diminuerait le temps de travail pour supprimer le chômage. Mais pour cela, n'attendons pas de Hollande qu'il le fasse : imposons-le par la rue !

Mina Deneuf



PHOTO THÈME ROUGE / JMB

SIDA « Ce gouvernement nous désespère »

Aucun membre du gouvernement, aucun représentant du PS n'a participé à la marche du 1^{er} décembre, journée mondiale de lutte contre le Sida traditionnellement organisée par Act Up-Paris et soutenue cette année par 23 associations.

Alors que l'an dernier, les candidatEs de la gauche ou leurs représentantEs étaient venuEs, cette année il n'y avait que quelques drapeaux du NPA. Les dix années de gouvernement de droite ont été terribles pour la santé en général et pour la lutte contre le Sida en particulier, ajoutant aux politiques anti-sociales les politiques de répression et de stigmatisation des minorités. Mais comme l'a dit au départ de la marche Cécile Lhuillier, co-présidente d'Act Up-Paris, « mettre en place ces politiques était criminel, ne pas les abroger l'est tout autant ». D'où le mot d'ordre,



PHOTO THÈME ROUGE / ROMAIN HINGANT

« Sida : ce gouvernement nous désespère ». C'est sans doute ce qui explique que certaines associations de lutte contre le sida, comme Aides, n'appelaient pas à la marche.

Promesses non tenues et premiers reculs

Il y a les engagements de campagne non tenus sur l'accès aux soins funéraires pour les séropositifs décédés, sur la réduction des risques de transmission en prison (seringues gratuites) ou sur la mise en place de salles de consommation de drogues à moindre risque. La poursuite des politiques de stigmatisation, de répression et d'expulsion des étrangerEs sans-papiers. Les lois non mises en œuvre qui ne demandent pourtant qu'à être appliquées, comme la suspension de peine pour les malades incarcérés. Et enfin déjà les reculs, comme sur l'aide extérieure ou sur les accords commerciaux, où le gouvernement choisit de renforcer ses partenariats commerciaux plutôt que de faciliter l'accès aux génériques dans les pays du sud. Comme le disait Cécile Lhuillier, « la crise a bon dos, mais ne justifie pas tout. La lutte contre le sida, comme le progressisme et les avancées sociétales, ne demande pas des milliards, mais simplement du courage et de la volonté politique. » La marche a mobilisé deux fois plus de monde que l'an dernier (entre 3 et 4 000 participantEs), signe que sur cette question comme sur d'autres, nous ne lâcherons rien et nous ne laisserons pas le terrain aux réactionnaires.

Denis Godard

EPR DE FLAMANVILLE

Mensonge et inconscience

EDF vient d'annoncer que l'EPR en construction à Flamanville coûterait 8,5 milliards, soit 2 milliards de plus... que lors de sa dernière estimation et 5,7 milliards de plus que l'estimation initiale. On arrive donc au triple de ce qui était annoncé au départ !

Le gouvernement et EDF ont lourdement menti tout au long de ce dossier pour obtenir l'aval parlementaire et l'acceptation sociale de ce projet scandaleux. Pire, lors du pseudo débat public en 2005, EDF assurait que le prix annoncé comprenait les coûts de développement de l'EPR. La supercherie est aujourd'hui pleinement révélée et EDF admet sa « méconnaissance du coût d'un projet aussi important », d'autant moins maîtrisé qu'EDF a fait appel à des milliers de sous-traitants sans expérience dans cette industrie. Les partis politiques, du PCF à l'UMP, tous aveuglément soumis au lobby de l'atome, ont refusé de remettre en cause cette fuite en avant. Une fois de plus, l'opinion publique a donc été honteusement manipulée et méprisée. Tel un joueur acculé « on ne va pas arrêter l'EPR maintenant, alors qu'il a déjà coûté tant de milliards ! », EDF joue avec l'argent public. Mais où cela s'arrêtera-t-il ?



VUE SUR LE CHANTIER EPR DE FLAMANVILLE. PHOTOTHÈQUE ROUGE/ALICE D

Un projet en difficulté à l'étranger

Avec les projets EPR, le lobby atomique français entendait conserver sa compétitivité de par le monde sur tout le cycle de l'uranium. C'est raté ! Tous les clients annoncés se sont désistés : Italie, Libye, Émirats arabes unis, Brésil, USA... Toutes ces annonces ont fait pschitt, la dernière en date étant le rejet de l'EPR en août dernier par l'Autorité de sûreté des États-Unis. Il ne reste guère qu'un projet très controversé et massivement rejeté par la population en Inde, et un autre en Grande-Bretagne, où EDF a dû racheter British Energy pour pouvoir se commander des EPR ! De toute façon, aucun réacteur ne sera construit sans aides publiques massives ou sans augmentation énorme du prix de l'électricité. Les deux seuls chantiers EPR de Finlande (Areva) et de Flamanville (EDF) continuent d'accu-

muler retards, surcoûts et surtout malfaçons. Quant aux deux EPR prétendument en chantier en Chine, seuls deux îlots nucléaires ont été vendus par Areva avec une perte de plusieurs milliards.

Coûteux et dangereux

L'EPR n'est même pas compétitif avec... l'éolien terrestre. Greenpeace chiffre à plus de 100 euros/MWh l'électricité sortie de l'EPR à comparer aux 80 euros pour l'éolien terrestre. Malgré toute cette incompétence avérée, la ministre Delphine Batho continue d'assurer, tel un perroquet télévisé, que l'EPR sera mis en service en 2016. Obéissant à la logique aveugle du capitalisme, le gouvernement EELV-PS persiste dans la course à la catastrophe. Car le projet EPR constitue un

risque maximal : plus gros, plus complexe, chargé en MOX (un combustible nucléaire) et bourré de malfaçons, il est donc plus vulnérable. Il ne résisterait pas à la chute d'un avion de ligne. Sans compter l'énorme production de déchets radioactifs dont on ne sait que faire et qui s'ajouteront à la montagne déjà existante. Le NPA appelle à la cessation immédiate de ce chantier démentiel et à la sortie du nucléaire civil et militaire. Les sommes faramineuses ainsi dilapidées doivent être consacrées au développement des énergies renouvelables, en suivant le schéma de sortie du nucléaire en 10 ans du NPA. Nous mettrons toutes nos forces dans la construction de la mobilisation la plus large possible pour faire cesser cette folie capitaliste.

Commission nationale écologie du NPA

DIJON Quand Baffy prend des baffes !

Fabien Bauduin est façadier depuis 6 ans et demi à Baffy, entreprise de BTP, 17^e au classement patronal local du secteur. Il a reçu sa lettre de licenciement pour faute grave le 27 octobre dernier avec mise à pied conservatoire. Délégué SUD, délégué du personnel et au comité d'entreprise, il dénonce la répression syndicale et réclame sa réintégration. Depuis le 8 octobre, Fabien Bauduin campe jour et nuit devant l'entreprise Baffy à Dijon.

Première baffe : le mercredi 14 novembre, le Comité extraordinaire d'entreprise a rejeté majoritairement le licenciement de Fabien. Depuis, des salariéEs visitent régulièrement le « camping 4 étoiles » devant le site, devenu une attraction pour la zone industrielle alentour. Seconde baffe : Ex-baron du Medef, le patron a multiplié les actions judiciaires pour masquer la situation sociale de

la société et empêcher l'examen des comptes par un expert comptable indépendant. Le comité d'entreprise a voté pour l'expertise le 30 novembre.

Vers la réintégration ?

Le NPA était présent au rassemblement lors du vote et Fabien a reçu un message de soutien de nos porte-parole qui « face au cynisme patronal », ont rappelé « qu'il faut coordonner les efforts des salariés en lutte pour gagner

durablement ».

Fabien rencontre le 10 décembre l'inspection du travail. Le licenciement, devant le vide du dossier, ne peut qu'être refusé. Notre soutien lui est acquis. Autour de cette lutte peut se dessiner un regroupement large contre l'arbitraire patronal : nous y participerons activement pour faire converger les mobilisations contre la casse sociale.

Correspondant



LOGEMENT

Les sans-logis ne demandent pas la charité

Hiver. Froid. Et le retour du crocodile capitaliste et de ses larmes : il y a des gens qui vivent dans la rue, et même des enfants. Une seule solution : en finir avec l'hébergement d'urgence !

Parce que tous ceux qui survivent dans la rue, ou dans des logements indignes, ou dans des logements dont on va les expulser, ont droit à un vrai logement. Ce qui ne va pas se faire avec quelques améliorations dans la politique du logement qui ne cachent pas l'essentiel : 1. Maintien de dispositifs de défiscalisation – qui comme la loi Scellier vont continuer à faire construire là où ce n'est pas urgent. 2. Maintien du plan ANRU – des logements sociaux en bon état vont encore être démolis pour faire place à des logements plus chers. 3. Maintien des obstacles aux réquisitions – les propriétaires ont un délai de deux ans pour faire des travaux et louer leur bien. Ce qui diminue beaucoup l'impact de la réduction du délai pour déclarer un logement vacant. 4. Maintien de la logique du marché et de la spéculation pour la construction – en dix ans, les coûts de construction ont grimpé de 85%, tandis que les loyers augmentaient de 30%. Et ce sont les futurs loyers qui déterminent la nature et le volume de l'emprunt : d'où l'inflation de logements en PLS (des loyers à 1000 euros pour 70m² dans des quartiers populaires) qui sont toujours comptabilisés dans les 25% de la loi SRU (grâce au PS, un petit 5% de plus et aucun changement dans les contraintes ou gestion de ce pourcentage). Tout cela, le PS ne l'a pas découvert au mois de mai. De même, nous ne découvrons pas qu'il annonce des constructions sans se donner les moyens de le faire.

Non à l'Église capitaliste ?

Cécile Duflot a suggéré à l'Église qui a des grands jardins et des bâtiments quasi vides dans Paris d'y accueillir des sans-logis. Et puisqu'elle ne parlait que de charité, l'Église a répondu qu'elle ne l'avait pas attendue. Polémique qui cache que le gouvernement n'a pas engagé de réquisition ? Pourtant, le DAL et Jeudi noir le lui avait rappelé en organisant, le 31 octobre, une visite guidée de bâtiments vides dans Paris : immeubles appartenant à des sociétés foncières, des compagnies d'assurance, des banques, des propriétaires privés ou à l'État. À réquisitionner ! Pour y installer des logements.

Isabelle Guichard

1. Pour en savoir plus sur les richesses et la gestion de l'Église ca(tho)pitaliste, voir la revue des cathos indignés : <http://golias-news.fr>

courrier

Nous publions ci-dessous des extraits d'une lettre d'un de nos lecteurs. Vous aussi, n'hésitez pas à nous écrire par courrier ou à redaction@npa2009.org

Argentine: retour à la réalité

L'article sur l'Argentine du numéro 172 nous décrit une situation merveilleuse avec un gouvernement aux abois (celui de la présidente Christina Kirchner) et une alternative de gauche en construction : le FIT (Frente de la Izquierda y de los Trabajadores). La réalité est bien différente.

La crise économique du pays est certes réelle après quelques années de croissance à deux chiffres, les promesses sociales de la présidente sont déjà passées aux oubliettes provoquant une juste colère des plus démunis. (...) Une conjonction des manœuvres de la grande bourgeoisie et de la colère ouvrière peut permettre le développement d'une crise inédite

mais ne doit pas être confondue avec une crise révolutionnaire. (...) Une issue favorable aux chômeurs, aux salariés pauvres de la fonction publique (les enseignants et travailleurs de la santé en premier lieu), aux cheminots et à tous les travailleurs ne pourra venir que d'une mobilisation et d'une organisation indépendante de ces secteurs. (...) Il n'existe surtout pas d'alternative

politique ni à droite (ce qui nous intéresse peu) ni à gauche (ce qui nous embête davantage). Le FIT n'est qu'une micro alliance entre mini appareils « trotskystes » qui passe leur temps à polémiquer entre eux à coups de noms d'oiseaux (...). Pas de comité de base du Front, même pas d'alliance entre eux pour les élections syndicales. (...) Le seul projet d'alternative peut être

crédible (...) se nomme « Proyecto Sur ». Il s'agit d'un front entre un courant issu du « morénisme » (trotskisme argentin) historique avec un secteur du péronisme de gauche dirigé par le grand cinéaste Pino Solanas. L'action de leurs députés sur la capitale Buenos Aires est en tout cas visible pour n'importe quel travailleur. (...) **S.Chardon**

CONSULTATION SUR
LE RAPPORT JOSPIN**Vous avez dit
«renouveau
démocratique» ?**

Suite à la publication du rapport Jospin, François Hollande a invité chaque candidat à l'élection présidentielle. Le NPA, avec Philippe Poutou et Christine Poupin, a donc été consulté vendredi 7 décembre. Pour nous, il n'y a rien d'évident à se rendre à l'Élysée. Mais certains des sujets traités par la commission touchant directement la possibilité pour des courants comme le nôtre de se présenter aux élections, de participer au débat politique et d'y défendre notre programme, nous avons donc choisi d'y aller.

La commission Jospin propose quelques mesures élémentaires comme la limitation du cumul des mandats, la fin de l'immunité pénale et civile du Président de la République, mais aussi une présidentialisation accrue en rapprochant les législatives de la présidentielle. La rupture démocratique que nous défendons suppose la suppression de la fonction présidentielle et du Sénat – assemblée totalement antidémocratique –, la proportionnelle intégrale à toutes les élections, la parité totale, le plafonnement du salaire des éluEs au revenu moyen d'unE salariéE, et la limitation à deux ou trois mandats successifs.

**Des parrainages citoyens
mais contraignants**

Pour la présidentielle, le parrainage des candidatEs par des électeurEs proposé par le rapport serait a priori plus juste que le système actuel par les élus. Mais le recueil de 150 000 parrainages en 7 semaines – plus de 3 000 par jour – directement par voie postale ou électronique n'est accessible que pour les candidatEs déjà connuEs. Nous proposons, comme il se fait dans plusieurs pays, que la collecte des parrainages s'étale sur plusieurs mois, six par exemple, et qu'elle puisse se faire directement par les militantEs, en confirmant l'identité des parrains par un numéro de carte d'identité ou de passeport et les références de sa carte électorale. La proposition de 10% de députés à la proportionnelle est scandaleusement insuffisante. De plus, en l'absence de clarification sur le financement, le coût de la présentation d'une liste sur tout le territoire peut être prohibitif. Et enfin, nous n'oublions pas que le premier «renouveau démocratique» serait le droit de vote pour touTEs les résidentEs étrangerEs!

Christine Poupin

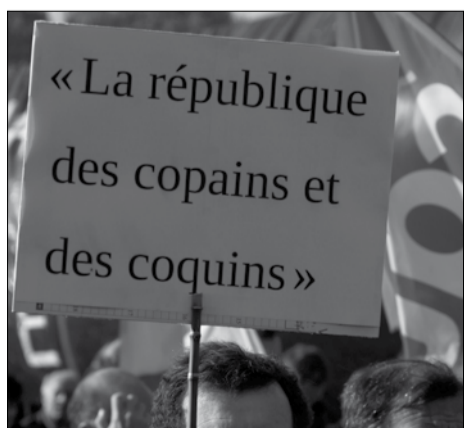


PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JULIEN TERRÉ

COMITÉ POLITIQUE NATIONAL

Le congrès du NPA, c'est parti...

Le CPN a été intégralement consacré à la préparation de notre prochain congrès national, qui aura lieu du 1^{er} au 3 février. Il revêt une importance particulière. Six mois après la scission de la Gauche anticapitaliste qui a rejoint le Front de Gauche, il s'agit, par le débat démocratique, de relancer la dynamique du NPA. La discussion s'organise autour de différents thèmes : situation internationale et crise de l'Europe capitaliste, la gauche libérale confrontée au pouvoir et à la crise, l'actualité de notre projet et les questions de démocratie dans la vie du parti.

**L'ampleur de la crise capitaliste
et ses conséquences**

Le monde connaît aujourd'hui, sous les effets de la crise, des bouleversements qui transforment les rapports entre les classes et les nations à l'échelle internationale. Comment apprécier leurs conséquences, en particulier à travers la

dynamique des révolutions arabes et de la crise de l'Union européenne? Quelle est la dominante dans l'évolution des rapports de forces : la pression des reculs, des effets de la crise ou la remontée des mobilisations et des luttes? Comment apprécier la dynamique de la coalition Syriza? Comment aider à la coordination des anticapitalistes au niveau européen? Autant de questions qui sont au cœur du débat.

La gauche libérale face à la crise

Le deuxième débat concerne la nouvelle situation sociale et politique en France après l'arrivée de la gauche libérale au pouvoir. Comment travailler à changer le rapport de forces, construire la convergence des luttes et des mobilisations? comment combiner riposte sociale et luttes contre l'offensive réactionnaire de la droite et de l'extrême droite, lutte pour l'égalité et les droits démocratiques, luttes écologiques? Le

débat se centre sur le contenu à donner à la perspective de la construction d'une opposition au gouvernement en lien avec la question de l'alternative politique, du gouvernement des travailleurs, de la rupture avec le capitalisme. Ce débat se concrétise sur la politique que nous voulons avoir vis-à-vis du Front de Gauche.

Le projet du NPA et sa vie démocratique

Le NPA était conçu comme un «parti-processus». Après trois ans d'existence, il est donc nécessaire de faire le point sur ce processus, ses premières expériences, les conséquences du départ de militantEs pour le Front de Gauche, de définir ses nouvelles perspectives, plus globalement de redéfinir notre projet. Nos difficultés à mettre en place un fonctionnement combinant la plus large démocratie et l'efficacité nécessaire, à définir aussi nos priorités militantes, sont aussi l'objet d'un large débat. La discussion sur le bilan ou les moyens de construire un parti anticapitaliste et révolutionnaire, indépendant de la gauche institutionnelle, confrontent des visions différentes. Concernant le fonctionnement du NPA, diverses propositions de modification des statuts sont soumises à la discussion, concernant le mode d'élection du CPN, la limitation du nombre de mandats, le droit de tendance et de fraction, etc. Deux motions spécifiques seront discutées. La première concerne l'orientation féministe, en particulier l'évolution des débats sur la prostitution (la question de la pénalisation des clients). La seconde concerne notre système de communication : nous souhaitons en effet relancer notre presse écrite et améliorer la cohérence de notre système (hebdomadaire, revue, site internet, réseaux sociaux, tracts...).

Quatre plate-formes se sont constituées. Dans les semaines qui viennent, *Tout est à nous!* leur donnera la parole et essaiera de se faire le reflet de l'ensemble des échanges.

Beaucoup de pain sur la planche, donc. Beaucoup de textes aussi, parfois arides, difficiles. La démocratie n'est pas un long fleuve tranquille mais elle est la seule voie pour permettre à touTEs les membres du NPA de se réapproprier leur parti, de s'impliquer dans les débats sur les orientations et les choix en les confrontant avec la pratique militante, en tournant le parti sur l'extérieur, le monde du travail et la jeunesse.

Antoine Larache et Yvan Lemaitre

PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

**campagne emploi****Les arnaqueurs de la compétitivité**

*Compétitivité ! Le mot de l'année.
Celui de l'union sacrée entre la
gauche au gouvernement, le grand
patronat et les dirigeants syndicaux
invités au «dialogue social».*

SalariéEs, hommes et femmes, de tous secteurs, soyez com-pé-ti-tifs ! TouTEs contre touTEs, mais droguéEs à «l'esprit d'équipe», pour mieux permettre à la France qui ne souffre pas de la crise de suivre Bernard Arnault et Gérard Depardieu en Belgique. Histoire de payer moins d'impôts que la France qui trime. Le rang du pays dans la grande compétition mondiale serait en jeu, comme dans le sport en somme, à la différence qu'on ne nous propose pas les salaires consentis aux stars du foot.

Sur les lieux de travail, «l'incitation» à la compétitivité, c'est l'inverse. Il nous faut remporter le Mondial du capitalisme à moitié de l'effectif, polyvalents mais si possible payés au smic, et

destination Pôle emploi dès que l'entraîneur décide qu'on ne joue pas assez «collectif».

Soyons compétitifs donc, pour doper l'agressivité de «nos» multinationales à la conquête du marché mondial. En avant pour la guerre économique. Et voilà : on croit trimer et s'esquinter pour le Made in France, et on se tue au boulot ou au chômage pour les dividendes des marchands de Rafale, de béton, de yaourts, de flotte, de bagnoles et de nucléaire.

Soyons justes. Les trusts concurrents de l'automobile, de l'acier, de l'armement, de la pharmacie ou de l'agro-alimentaire savent aussi s'entendre et se concerter au-delà des frontières. Aux salariéEs d'être leur chair à canon. Aux travailleurs de dégager, ou de consentir à être «flexibles», de travailler plus en gagnant moins, de se faire à la précarité, aux licenciements déguisés en «départs volontaires», au démantèlement du code du travail.

Vous avez dit «Pacte» ?

Et c'est là où on voit toute l'utilité d'un «gouvernement de gauche» : embarquer les confédérations

syndicales dans la dite guerre économique. Faire passer l'intox patronale sur la compétitivité dans la loi, non seulement par la grâce du dialogue social, mais carrément par un «pacte». Ce fameux «pacte de compétitivité»¹ cher à Jean-Marc Ayrault, qui vise à généraliser tous ces accords d'entreprise calamiteux où l'on baisse les salaires et aggrave les conditions de travail, en échange de promesses de maintien de l'emploi jamais tenues. Mieux qu'une négociation nationale, un «pacte» avec le patronat donc, sous bénédiction gouvernementale. On vous le disait, c'est de guerre qu'il s'agit, et d'union sacrée... contre le monde du travail.

Mais tout n'est pas dit. L'intox, les mensonges, l'enfumage et le chantage à l'emploi ont bien du mal à passer chez les salariéEs. On le voit en ce moment à Florange. Reste donc au monde du travail à jouer réellement collectif, mais contre le patronat cette fois. Et que leur prétendue compétitivité passe à la poubelle de la lutte des classes.

Flore Esse

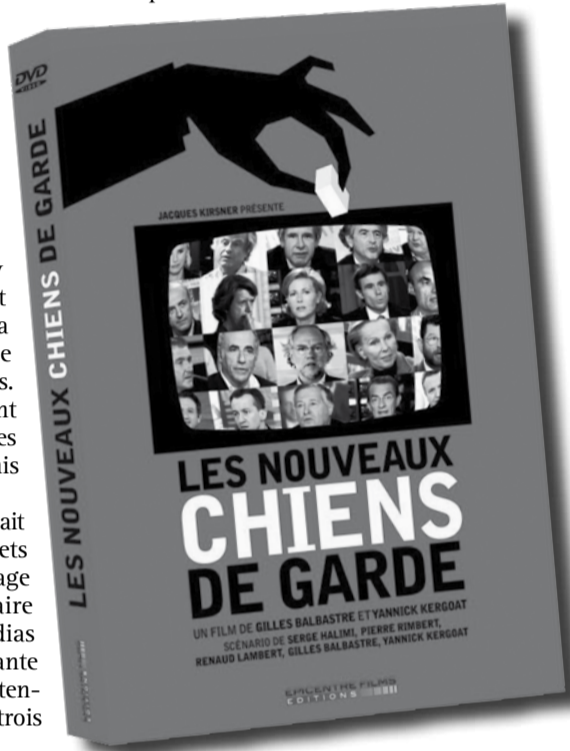
1. Pour les détails du pacte en question, se reporter à notre dossier de *Tout est à nous!* n°170.

DVD **Les nouveaux chiens de garde**

Un film de Gilles Balbastre et Yannick Kergoat. Scénario de Serge Halimi, Pierre Rimbert, Renaud Lambert, Gilles Balbastre et Yannick Kergoat. Epicentre Films, 2012 (DVD 110min), 14,90€.

Les nouveaux chiens de garde, directement inspiré du livre de Serge Halimi¹, essai sur la critique des médias, est un film politique qui montre de manière très claire le lien direct entre le capitalisme et les médias. On apprend ainsi comment le pluralisme (pluralisme des chaînes, des radios, des journaux) vanté par les médias eux-mêmes pour montrer le « large choix » qu'aurait le public, est en fait quadrillé et contrôlé par une poignée de capitalistes comme Lagardère ou Bouygues. Une grande partie du film se concentre sur les experts économiques, ces « savants », experts en expertise, chercheurs aux CNRS et dans mille et un instituts économiques. Ils se nomment Alain Minc, Michel Godet, Elie Cohen, etc. et interviennent régulièrement dans les émissions de télévision, les JT, les magazines spécialisés et les radios, pour y donner leur avis de « spécialiste », notamment sur la question de la crise. Et, selon eux, la crise est derrière nous, à condition que le gouvernement fasse les « réformes » nécessaires. Le plus édifiant est qu'on apprend qu'ils sont en fait pour la plupart de grands actionnaires des entreprises du CAC 40 et de grands amis des patrons de ces dernières... « *Le fait divers fait diversion* » : Bourdieu expliquait ainsi l'augmentation exponentielle des sujets liés aux meurtres, à la pédophilie, au mariage des stars etc. On voit dans le documentaire comment effectivement les différents médias ont donné une place extrêmement importante aux fait divers ces dernières années. Mais attention, pas à n'importe lesquels. Ainsi, dans trois

influents journaux français (*Libération*, *le Monde* et *le Figaro*), il y a eu en deux semaines plus de 25 articles et brèves consacrés à la relance de l'enquête sur la thèse du complot contre DSK. Et par comparaison, zéro article, zéro brève, zéro mot, sur la mort d'un ouvrier intérimaire écrasé entre les parois métalliques et le moteur d'une tour de convoyage de charbon dans une centrale thermique d'EDF...



Alors quoi? La presse, les médias, seraient-ils, *in fine*, de classe? Oui, nous répond le film et c'est là que se trouve sa plus grande force. Il montre objectivement et avec la plus grande clarté que les grands médias sont au service de la bourgeoisie, du capitalisme et expriment une haine farouche contre les travailleurs ou les jeunes des banlieues quand ceux-ci ont le culot de redresser la tête. Pujadas, présentateur du JT de France 2, interviewe ainsi en direct Xavier Mathieu lors de la grève des « Continental » et lui demande sur un ton paternaliste à peine dissimulé de calmer ses camarades en colère : « *Est-ce que ça ne va pas trop loin? Est-ce que vous regrettez ces violences? Est-ce que vous lancez un appel au calme?* ». Indépendance? À la fin du film, les auteurs revendiquent un grand service public des médias, proposition qui semble bien progressiste au vue de l'emprise du capital sur ces derniers. On pourrait aller plus loin en proposant également qu'un gouvernement ouvrier exproprie les groupes du CAC 40 (qui contrôlent aujourd'hui les grands médias) et que les médias soient mis sous contrôle des travailleurs. Tout au long du film, le ton ironique du narrateur donne une sympathique touche d'humour à ce sujet si triste et si révoltant, et la musique du jazzman Fred Pallem trouve sa place à merveille dans cet ensemble parfaitement réussi. Un film à voir, et surtout à populariser...

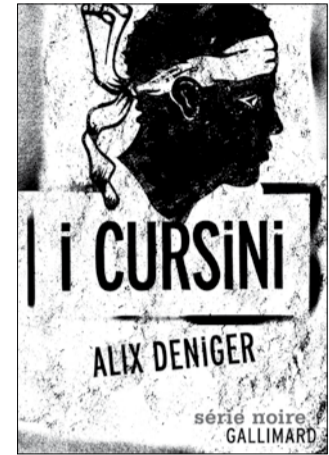
Lazslo Merville

1. Halimi Serge, *Les nouveaux chiens de garde*, Raisons d'agir, Paris, 2005.

www.lesnouveauxchiensdegarde.com

roman

I CURSINI ALIX DENIGER



Coll. Série noire,
Gallimard, 2012
292 pages, 16,90 euros

Un dix-septième assassinat par balles, un État dépassé qui dépêche deux ministres, des enquêtes qui s'embourbent, des liens troubles entre politique et grand banditisme : Marseille? Non, mais ça y ressemble sacrément. Ça se passe en Corse, derrière les eaux bleues, les paillotes et les paysages de carte postale. Là-bas aussi, la violence a pris un tour débridé et incontrôlable, à tel point que l'on se perd en conjectures.

Alix Deniger, ancien flic, a rédigé son premier roman avec l'ambition affichée d'éclairer, non l'actualité immédiate, mais les évolutions en cours dans l'île. Autant dire que le roman tombe à pic. Côté scénario, la structure est très classique, mais l'ensemble est rondement mené et le classicisme formel permet en fait de se concentrer sur les événements. L'auteur interroge en particulier les liens existant entre les structures politiques nationalistes, leurs organisations armées et les réseaux mafieux. Il dépeint un mouvement nationaliste en perte de vitesse, pris en étau entre ses besoins financiers, la nécessité de trouver de nouvelles recrues, et la pression du grand banditisme qui cherche à gagner de « nouvelles parts de marché ». Il montre en particulier la logique infernale de la clandestinité, qui rend les frontières entre militantisme et gangstérisme de plus en plus poreuses. Plus les idéaux vieillissent, plus la perspective s'éloigne et plus les « combattants » s'autonomisent, cherchant à se tailler leur propre part du gâteau. Et ces prétentions nouvelles se règlent dans le sang et la violence.

I cursini dresse un panorama certes partiel de la situation en Corse, tout en laissant de côté les responsabilités de l'État, mais il a le mérite de poser de réelles questions politiques.

Henri Clément

MUSIQUE

« **ET VINT UN MEC D'OUTRE SAISON** », Marcel Kanche & I.Overdrive Trio (Harmonia Mundi) Marcel Kanche est un auteur compositeur déjà âgé qui n'a jamais fait une seule concession au show bizz. Pourtant, il a travaillé avec les plus grands, dont le regretté Alain Bashung. Il y a 3 ans, son CD « Les vigiles de l'aube » connut un grand succès critique, sans que les ventes suivent. Les salles s'étaient remplies, elles... Aujourd'hui, en accord avec la famille de Léo Ferré, il revisite le grand musicien français avec le soutien du groupe I.Overdrive Trio, un groupe rock influencé par le créateur maudit des Pink Floyd, Syd Barret, et son morceau « Interstellar Overdrive ». Le résultat est époustoufflant. Kanche respecte le texte de Ferré mais lui insufflé un souffle original basé avant tout sur l'improvisation musicale. Preuve de confiance, Marie, la veuve de Léo, lui a confié un inédit : « Le chemin d'enfer » où quand « il n'y a plus rien », le désespoir peut ramener vers « l'espoir ». Un must et pour longtemps.
Sylvain Chardon



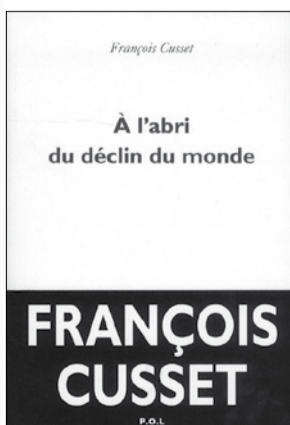
EXPO

DALÍ AU CENTRE POMPIDOU, Paris, jusqu'au 25 mars Pourquoi ne pas décrire ici cette exposition alors que *Télérama* ouvre son hors-série sur ces mots : « *Dalí est finalement le champion de la lutte des classes* »? Parce que c'est aussi vrai des grandes banques, engagées du même côté. La pyramide de Ponzi montée par Madoff lui a finalement valu la taule. L'escroquerie dont a vécu Dalí (détaillée dans le n° 15 de *ContreTemps*) reste exploitée par les marchands d'art, les expositions à grand spectacle et la presse « de gauche » qui les accompagne. Qualifier d'élitisme bourgeois les critiques appelées par l'œuvre et la trajectoire de Dalí, célébrer en lui un « *artiste populaire* » que « *le grand public ne cessait de plébisciter* », oser parler sur ce point d'histoire de l'art de « *lutte des classes* », encore une de ces reviviscences d'un bonapartisme auquel la gauche révolutionnaire doit s'opposer sans concession.
Gilles Bounoure



ROMAN

À L'ABRI DU DÉCLIN DU MONDE, François Cusset, éditions P.O.L., 19 euros Les cent premières pages nous plongent en plein cœur d'une immense manifestation dans Paris qui manque de faire vaciller le pouvoir en place. Le temps s'arrête, l'instant se suspend et l'ordre est brutalement rétabli. « *Je me souviens avoir songé (...) que nos vies simplement allaient continuer, éclatées* ». Dans la deuxième partie, les monologues se succèdent. On retrouve chaque protagoniste face à sa vie quotidienne, ses paradoxes, ses désenchantements. Vingt ans après cette journée d'émeutes, ils se retrouvent pour mettre des mots sur cette expérience qui aura tant marqué leurs vies, cette expérience passée qui se répercute dans le présent et dans leurs manières d'appréhender le monde. *À l'abri du déclin du monde* est un roman dense, puissant et poétique sur la lutte, l'époque, la résignation. Un roman dont on ne se remet pas tout à fait.
Céline Lyon




COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE

librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43



S'abonner à Tout est à nous !

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

<table border="0"> <tr> <td>Hebdo</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td>14 € par trimestre</td> <td>Hebdo + Mensuel</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td>25 € par trimestre</td> </tr> <tr> <td>Jeunes/chômeurs précaires</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td>10 € par trimestre</td> <td></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td>19 € par trimestre</td> </tr> </table>	Hebdo	<input type="checkbox"/>	14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	25 € par trimestre	Jeunes/chômeurs précaires	<input type="checkbox"/>	10 € par trimestre		<input type="checkbox"/>	19 € par trimestre	<p>Désignation du compte à débiter</p> <p>CODE ÉTABLISSEMENT : _____ CODE GUICHET : _____</p> <p>N° DE COMPTE : _____</p> <p>CLÉ RIB : _____</p> <p>Date : _____</p> <p>Signature : _____</p> <p>Établissement teneur du compte</p> <p>Banque : _____</p> <p>Adresse : _____</p> <p>Code postal : _____</p> <p>Ville : _____</p> <p>Mail : _____</p>
Hebdo	<input type="checkbox"/>	14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	25 € par trimestre								
Jeunes/chômeurs précaires	<input type="checkbox"/>	10 € par trimestre		<input type="checkbox"/>	19 € par trimestre								

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM					
Tarif standard					
Hebdo	<input type="checkbox"/>	28 €	<input type="checkbox"/>	1 an	56 €
Mensuel	<input type="checkbox"/>	22 €	<input type="checkbox"/>	1 an	44 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	50 €	<input type="checkbox"/>	1 an	100 €
Tarif jeunes/chômeurs/précaires					
Hebdo	<input type="checkbox"/>	20 €	<input type="checkbox"/>	1 an	40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	38 €	<input type="checkbox"/>	1 an	76 €

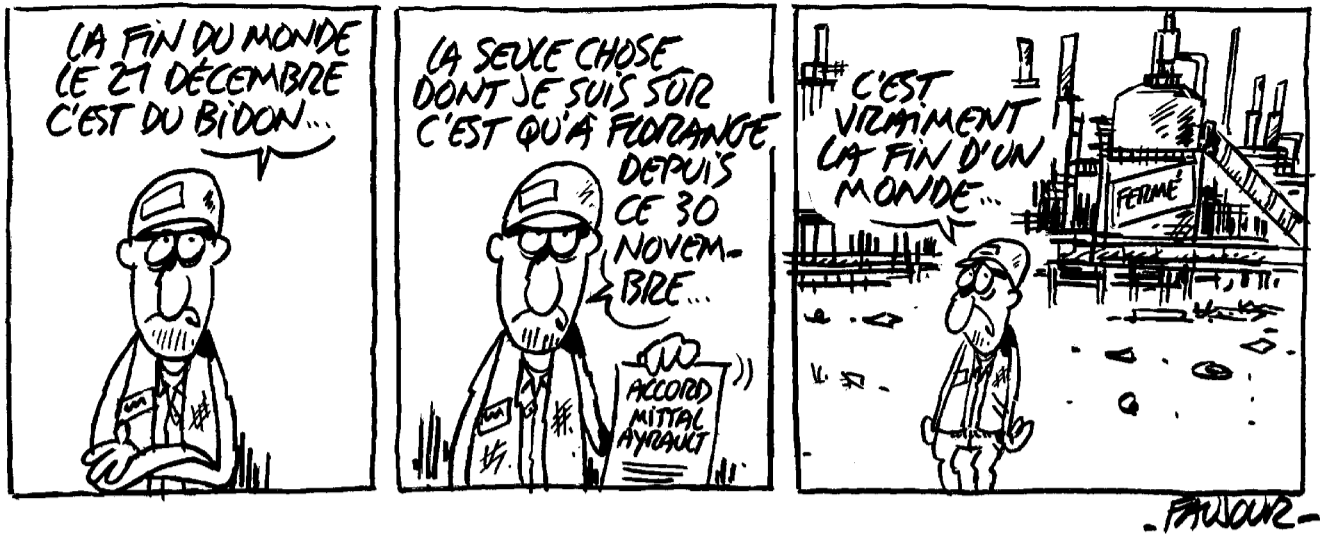
ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

M-REAL (EURE)

Victoire de la volonté

M-real, papeterie située entre Rouen et Louviers (27), fermée après un dur combat en juin. 330 salariéEs sur le carreau, mais qui avaient vendu chèrement leur peau : des indemnités importantes, et surtout des capitalistes finlandais obligés de concéder la possibilité d'une reprise par un autre papetier. C'est chose faite, avec le groupe thaïlandais AA. Quel chemin parcouru depuis 3 ans ! Une mobilisation des travailleurEs, des mairies et de la population avec le « collectif unitaire pour la défense et le développement de l'emploi » et l'intersyndicale CGT-CGC ; une grève de trois semaines ; une remise en marche illégale de l'usine avec 3000 visiteurs, dont le préfet et un ministre ; un vote unanime du conseil général de l'Eure pour que le gouvernement aille jusqu'à l'expropriation de M-real s'il refuse de vendre aux candidats à la reprise ; une proposition de loi « Arcelor/M-real » pour l'obligation de vente à un repreneur sérieux quand un capitaliste veut fermer, proposition soutenue par le candidat Hollande (mais dont l'adoption tarde tragiquement)... Tout cela a pesé pour que le conseil général et l'État s'engagent pour faciliter la reprise, et pour le redémarrage de la papeterie d'Alizay au printemps. Ce qui a été obtenu n'est pas parfait mais confirme l'adage : « quand on lutte, on peut perdre, quand on baisse les bras on a déjà perdu ». Un formidable encouragement à coordonner les luttes au plan national pour « l'interdiction des licenciements chez M-real comme ailleurs » (depuis le début, mot d'ordre de la CGT du site).

NPA Seine-Eure



ABU SAMI À MONTPELLIER

La Palestine s'exprime

Une soixantaine de personnes se pressaient ce dimanche 9 décembre dans le local de la Cimade pour écouter mais aussi soutenir Abu Sami, un des responsables du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), contre les pressions du CRIF et autres groupes sionistes dont il est victime. Il était invité à Montpellier par une douzaine d'organisations. Après l'attaque israélienne et le vote à l'ONU, c'était l'occasion d'échanger. Où en sont les revendications fondamentales du peuple palestinien ? Quelle stratégie de lutte ? Le statut d'État observateur non membre à l'ONU a-t-il une place dans cette stratégie ? Comment analyser l'échec d'Oslo ? Quelle est la portée de la campagne BDS ? Quel impact les révolutions arabes ont-elles sur la situation en Palestine ? Les participantEs à la réunion ont ainsi défendu un droit d'expression toujours menacé. Le lendemain, Abu Sami a dû tenir sa réunion publique au local du NPA de Toulouse, après refus de la direction de l'université du Mirail sur pression du CRIF... Ils ont aussi apporté un soutien militant à la résistance palestinienne.

Correspondant

SOUSCRIPTION 2012 TARTUFFE, HARPAGON ET LA DÉMOCRATIE IMAGINAIRE

La semaine dernière, le site Mediapart révélait que Jérôme Cahuzac, l'actuel ministre du Budget, chantre de la lutte contre l'évasion fiscale, aurait possédé un compte non déclaré en Suisse pendant 20 ans. À l'occasion de la 1000^e d'une pièce (trop) bien connue, rendons hommage au politicien bourgeois pour l'éventail, large et cohérent, des rôles qu'il peut endosser dans le registre de la bouffonnerie. D'autant que le bouffon, à la cour, n'est pas le moindre des puissants. Certes, Cahuzac est encore à Woerth ce que les Charlots seront toujours aux Marx Brothers... Mais quand même.

Tartuffe en homme bafoué les jours pairs : « couvrez ce compte que je ne saurais voir ». Harpagon en ministre les jours impairs : « Quand il y a de quoi soigner pour huit, il y en a bien pour dix » ! Don Salluste, le personnage joué par Louis de Funès dans « la Folie des grandeurs », en acheteur de biens immobiliers les jours fériés : « donnez-moi mes mouillettes... et mes clés » ! Le politicien bourgeois n'a peur de rien. Il sait décliner le registre avec naturel. Cela s'apprend.

Nous avons, quant à nous, non pas une comédie à jouer, mais un scénario à proposer : celui d'une lutte d'ensemble, de toutes les salariéEs, hommes ou femmes, actifs ou pas, jeunes ou âgés, français ou étrangers, du public ou du privé. Une lutte d'ensemble autour d'une opposition de gauche, contre l'austérité de gauche qui ne fait que commencer, contre la réaction de droite et d'extrême droite, contre le capitalisme et ses ravages. Mais pour cela il faut (aussi) de l'argent. Entre la baisse des effectifs et la perte de la dotation annuelle de l'État, notre budget des années précédentes a été divisé par deux. Et le NPA ne compte pas imprimer moins de tracts, organiser moins de meetings, payer ses quelques permanentEs en monnaie de singe, ou disparaître du paysage électoral. Alors soutenez le NPA ! Et en attendant la 1001^e représentation, nous disons à Jérôme Cul-de-sac, nous, pauvres valets : « mon signor, il est l'or ! L'or de démissionner ! ».

PLUS QUE DEUX SEMAINES POUR NOUS SOUTENIR !

La souscription permet une déduction fiscale des deux

tiers du montant versé : Vous donnez 3 euros, le parti en reçoit 3, l'État vous en déduira 2 sur vos impôts !

Deux moyens de paiement :

Le chèque et la carte bleue (<http://www.npa2009.org/souscription>)

Une seule adresse pour envoyer vos chèques :

Npa souscription 2012 - 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil

Un seul ordre pour vos chèques :

Npa souscription

Une seule limite de datation et d'envoi :

Avant le 31 décembre 2012 à minuit

Si votre adresse n'est pas celle mentionnée sur le chèque :

Précisez-le pour que le reçu fiscal arrive à bon port

Si deux noms apparaissent sur le chèque :

Précisez à qui imputer le don

Une seule adresse pour vos questions :

Souscription@npa2009.Org

DES VACCINS SANS ALUMINIUM

Notre santé vaut plus que leurs profits !

Depuis le 26 novembre, des malades atteints de myofasciite à macrophages font la grève de la faim devant la Bourse de Paris. Sur la base d'études scientifiques solides, ils accusent l'aluminium vaccinal d'être responsable de leur fatigue chronique, courbatures, douleurs articulaires, troubles neuro-cognitifs... Le premier scandale, c'est que l'Agence nationale de sécurité du médicament, l'ANSM, vient de couper les crédits à l'équipe Inserm de l'hôpital Henri-Mondor, à la pointe de la recherche

mondiale sur le sujet, et qui a démontré que l'aluminium, neuro-toxique connu, peut rester dans les muscles et migrer vers le cerveau.

Selon l'association des malades E3M qui anime la grève de la faim, les trois rapporteurs de l'ancêtre de l'ANSM, l'AFSP, qui ont bloqué la reconnaissance de la myofasciite à macrophages, sont liés financièrement aux laboratoires de la vaccination. Ainsi, Sanofi, en basculant du Diphtérie Tétanos Polio sans aluminium au Revaxis à l'aluminium, augmentait son prix de vente de 65%...

L'autre scandale, c'est que, lors de la campagne présidentielle, François Hollande et Marisol Touraine s'étaient engagés devant l'association d'entraide aux malades de la myofasciite à macrophages à fournir des vaccins de base sans aluminium et à financer la recherche sur cette pathologie émergente.

Il existe une alternative sûre avec le phosphate de calcium. Alors il est urgent de sortir de l'ère de l'aluminium vaccinal.

Correspondant

NO TAV: non à la LGV Lyon-Turin !



Le 3 décembre à Lyon, à l'occasion du sommet franco-italien réunissant Hollande et Monti, une millier d'Italiens et de Français se sont retrouvés pour réaffirmer leur opposition à la ligne grande vitesse (LGV) Lyon-Turin. Pas de manifestation à cause d'un important dispositif répressif bloquant toutes les issues jusqu'à la fin du sommet. Puis les forces de l'ordre ont laissé partir un par un les manifestantEs, après fouilles. Les dernierEs se sont fait charger par la police et une trentaine de personnes mises en garde à vue.

La LGV Lyon-Turin illustre une fois de plus une logique d'industrialisation massive des espaces naturels au détriment des populations locales

(Notre-Dame-des-Landes, nouveau stade de l'OL à Décines, Parc Décathlon Oxyane à Valence...): plusieurs milliards d'euros pour une autoroute ferroviaire, comportant le tunnel de plus long d'Europe. Loin de réduire le nombre de camions sur les routes, cela va aussi causer des dommages en termes de pollution (poussières d'amiante et d'uranium produites par le forage du tunnel, réchauffement et pollution des eaux d'infiltration...) et de perte de terres agricoles. Pour le droit des populations locales à décider de l'avenir de leur vallée, contre des terres bétonnées et polluées pour le profit de quelques-uns. Pour plus d'information : www.no-tav-savoie.org

TOUT est à nous !

hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste

Rédaction : 01 48 70 42 27

Diffusion : 01 48 70 42 31

diffusion.presse@npa2009.org

Administration : 01 48 70 42 28

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Mail : redaction@npa2009.org

Numéro ISSN : 1969-8178

Commission paritaire : 0414 P 11508

Tirage : 6 500 exemplaires

Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)

SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)

Gérant et directeur de publication :

Ross Harrold

Impression :

Rotographie, Montreuil-sous-Bois

Tél. : 01 48 70 42 22

Fax : 01 48 59 23 28

mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®